

Troisième rencontre

POUR COMPRENDRE...

GHETTOS, APARTHEID, ZUP, ZEP, ZUS, ZSP...

*Le quartier, qu'est ce qu'on y vit ?
qu'est ce qu'on en dit ?*

La rencontre-débat du 20 novembre 2015 autour de la question : « Ghetto, Apartheid, ZEP, ZUS, ZSP : Le quartier, qu'est-ce que j'en dis, qu'est-ce que j'y vis ? » s'inscrit dans le Cycle « Pour Comprendre » initié - dans le cadre de l'Université Populaire de la Villeneuve - suite aux attentats de janvier 2015. Elle a rassemblé 130 personnes.

Ce cycle «Pour Comprendre» est né d'une volonté de libérer la parole sur les questions liées aux difficultés de vivre la diversité.

Ce cycle vise également à créer des espaces de dialogue, d'expression et de formation afin de développer des processus d'apprentissages collectifs et d'apporter analyses et savoirs à l'expertise d'usage des habitants du quartier.

numéro 2

Université
Populaire de la
Villeneuve en
préfiguration



RhôneAlpes Region

Un diaporama reprenant le témoignage d'un jeune habitant d'Echirolles, Joachim, sur l'image qu'il a de son quartier.... Sur le sentiment d'enfermement...

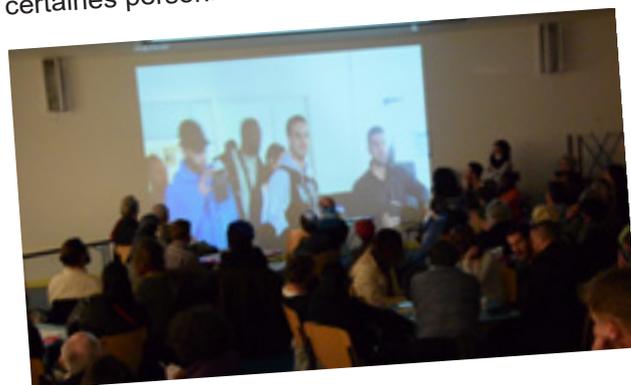


Personnellement je n'ai jamais eu trop de souci du côté de l'enfermement. J'ai toujours été ouvert à tout le monde sociable etc. Je ne suis jamais rester enfermé dans le quartier. Mais la majorité de mes amis quand ils sortent du quartier ne sont pas bien. Ils se demandent ce qu'ils font là... simplement parce que c'est le manque de repères. Ils aiment bien rester là où ils se connaissent tous. Il ya une certaine peur de l'inconnu et tout cela est problématique parce que cela empêche de faire certaines choses.

Le témoignage de Joachim



On ne va pas sortir boire un coup, faire la fête... Nous c'est pas du tout ce style à. On reste là, posés dans le quartier entre amis, ce n'est pas le même style de vie. On est simplement posé. C'est peut-être cela qui amène la différence, c'était cela qui amène l'inconfort, quand certaines personnes sortent du quartier.



Il y a des gens qui on 30 35 ans et que je n'ai jamais vus hors du quartier. Je les ai toujours vu au même endroit au même endroit. Ce n'est pas une question d'argent, mais ils se sentent regardés, c'est une différence qu'ils n'arrivent pas à surmonter... Ils sont trop différents pour être dans le lot...

Ce cycle de réflexion est organisé par un collectif d'associations de La Villeneuve : Collectif pas Sans Nous, Mix'Cité, Régie de quartier, Modus Operandi, Union de quartier 2 et Villeneuve Debout.

Leur soucis demeure le suivant : *permettre l'expression de tous et de chacun dans le respect des opinions et des points de vue.*

Je voudrais commencer par vous remercier de m'avoir invité car ce que je viens d'entendre dans la vidéo confirme une conviction profonde en moi : les quartiers populaires et ses habitants ne sont pas le problème mais sont réellement la solution.



Les quartiers populaires et ses habitants ne sont pas le problème mais sont réellement la solution.

Ce que l'on vient d'entendre dans le film, c'est un vrai savoir populaire et les commentaires que fait Joachim portent une dimension de savoir qui ne cèdent en rien à certains « soi-disant » universitaires, où certains « soi-disant » chercheurs. Et cela veut dire que nous avons vraiment intérêt - dans les années et les mois qui viennent - à multiplier les espaces autonomes dans lesquels les habitants des quartiers populaires élaborent leur propre regard sur leur réalité et leurs propres explications.

Alors tout à l'heure dans sa présentation Schérazade hésitait sociologue... Militant... Je fais en fait parti d'un courant minoritaire de la sociologie, qui considère qu'aucune recherche réelle n'est possible si le chercheur n'est pas engagé. Tout simplement car ce que donne les premiers concernés au chercheur ne sera réel et ira jusqu'au bout du vécu des habitants, des ouvriers ou de celui des femmes (tout cela dépend du terme de la recherche), seulement - et seulement si - en retour le chercheur se livre. C'est donc la question de l'alliance entre la recherche et le militantisme. Et c'est pour cela que je refuse qu'on me présente uniquement comme sociologue. Je suis et sociologue et militant.

Ce que montre le petit reportage qu'on vient de voir, c'est que l'enfermement n'est pas seulement

Intervention de Saïd Bouamama



Je fais parti d'un courant minoritaire de la sociologie, qui considère qu'aucune recherche réelle n'est possible si le chercheur n'est pas engagé

un sentiment, c'est aussi une réalité. Et ce n'est pas déconnecté de ce que nous vivons aujourd'hui, du drame qui vient de nous secouer [Les attentats du 13 novembre 2015].

Quand je dis ce n'est pas seulement un sentiment, c'est également une réalité c'est qu'il faut vraiment prendre la mesure de ce qui s'est passé dans nos quartiers populaires depuis au moins une trentaine d'années. Je dis au moins, parce que en fonction des endroits cela peut être 40, cela peut de 25, mais au moins une trentaine d'années donc.

Je voudrais résumer ma pensée, pour ne pas trop influencer les débats, autour de quatre ou cinq grands processus qui, à mon avis, traversent la vie des classes populaires et la vie des quartiers populaires. Vous aurez compris que je ne supporte pas les expressions « ZUP ZEP, etc. ». Tout ces termes vous les mettez à la poubelle ! La manière dont on nomme la réalité est très importante et il faut donc s'interroger sur la raison de l'utilisation de ces expressions pour nommés les quartiers populaires ! Des dénominations qui spécifient, stigmatisent et mettent de côté...

Nous avons vécu dans nos quartiers un premier processus de paupérisation massive.

Ce n'est pas pour dire que c'est la pauvreté qui crée tout, c'est juste pour que l'on prenne la réelle mesure de ce phénomène. Sinon on va dire que nos enfants sont devenus fous, que nos quartiers sont devenus fous, que

les habitants sont devenus fous ! Il faut prendre la mesure de ce qu'a signifié la paupérisation des quartiers populaires entre les années 70 et aujourd'hui. C'est important de prendre cela en compte car cette paupérisation est masquée par les moyennes nationales qu'on nous donne. On nous dit : 10 % de chômage, mais ça n'est pas vrai ! On a 10 % de chômage en moyenne. Ce qui veut dire, quand on va dans le détail : 20 % dans les quartiers populaires, et ce qui veut dire aussi 40 % pour les jeunes de 16 à 25 ans. Et ce n'est donc pas la même chose si on veut mesurer la solidité du lien social de dire 10 %, 20 % ou 40 % de chômage !

Ce premier grand processus va avoir toute une série d'effets parce que les quartiers populaires c'est aussi des quartiers qui étaient structurés depuis très longtemps par la culture ouvrière qui était une culture très socialisante et très socialisatrice. Une culture qui était donneuse de repères extrêmement importants. Les nouvelles générations n'ont pas pu bénéficier de cette culture de socialisation. En conséquences et en termes de tendance générale, on a une fragilisation des espaces de socialisation dans nos quartiers.

Le second processus est encore plus grave. C'est le processus de précarisation.

Certains ont du boulot, mais ce boulot c'est quoi ? Du CDD, du stage, de l'intérim ! C'est devenu banal aujourd'hui pour les jeunes de considérer - et je voudrais même pas parler des jeunes qui n'ont pas de diplôme et de formation mais des jeunes diplômés et même surdiplômés - que pendant près de trois ans ils vont faire des contrats civiques, des contrats aidés, etc. C'est-à-dire que le mode d'entrée dans le monde du travail est un mode d'entrée précaire. Pourquoi je dit cela ? Parce que ce phénomène inverse les choses dans les quartiers populaires : cela inverse l'ordre des générations. Dans le passé les enfants et les parents étaient persuadés que leurs enfants allaient avoir des conditions de vie et d'existence bien meilleure que les leurs. Or la réalité nous révèle que les nouvelles générations sont dans des conditions de vie inférieures à celles de leurs parents, de précarité et de pauvreté plus grande. Ce fait influe largement sur l'enfermement des quartiers car bien entendu que tous ceux qui ont encore un boulot, parce qu'ils ont des possibilités de trouver ailleurs, vont partir. Et on arrive à un enfermement objectif, c'est à dire non choisi mais qui objectivement est le résultat de ces évolutions sociales.



Le sentiment d'enfermement est à la fois un vrai enfermement, et en même temps, l'intériorisation de cet enfermement. (...) La solution doit être recherchée, dans le développement non seulement de la solidarité, mais aussi des espaces où on pense ensemble et où on agit ensemble.

Le troisième processus est encore plus important. Il est encore plus blessant. Et il va provoquer des souffrances extrêmement importantes. C'est le processus de discrimination.

Et force est de dire que si il y a un pays où il y a une hypocrisie collective, c'est bien la société française. Dans tous les autres pays au moins le débat était ouvert. Au moins il y avait des recherches qui cherchaient à quantifier. Au moins il y avait des débats politiques sur la manière de lutter contre. Mais ici pendant des décennies - oui cela fait seulement dix ans qu'il y a une reconnaissance de l'existence de discrimination en fonction de l'origine - il y a eut une hypocrisie collective qui consistait à dire, puisque c'est écrit « liberté égalité fraternité », les discriminations ne peuvent pas exister ! Et on a commencé à en parler quand c'était déjà devenu un phénomène massif, systémique et ancré dans la réalité.

L'enquête du bureau international du travail sur les discriminations en France nous donne l'indication suivante : 4 employeurs sur 5 préfèrent le candidat du groupe majoritaire, c'est à dire non-issu de l'immigration au détriment du groupe minoritaire (en l'occurrence les « testeurs » étaient des Noirs et Arabes.). 4 sur 5, ce n'est pas 1 sur 10, 1 sur 50 ou 1 sur 1000, c'est massif, systémique et institutionnel ! Et cela ça va provoquer, au sein des quartiers populaires, des processus de souffrances extrêmement importants avec des degrés divers d'intériorisation en fonction de la solidité du groupe familial. Oui, tout le monde n'est pas égal face à une épreuve aussi dure que de

s'apercevoir qu'on n'a pas les mêmes chances que les autres concitoyens. Quelqu'un parlait de la marche 83. On marchait déjà en 83. Vous savez qu'elle était la vraie



cela fait seulement dix ans qu'il y a une reconnaissance de l'existence de discrimination en fonction de l'origine

cause de la marche en 83 ? Le déclencheur a été les crimes racistes de l'été. C'était la goutte qui faisait déborder le vase. Mais 83 c'est quoi également ? C'est 20 ans après l'indépendance de l'Algérie. C'est la première génération de Français nés après l'indépendance. Et ces jeunes ont été ceux qui à leur entrée sur le marché du travail, sur le marché de la formation etc., se sont aperçus - et c'était la première génération à vivre cela - qu'ils n'avaient pas exactement les mêmes chances que leur concitoyens. Cette génération qui se considérait française, qui s'était construite française, qui avait été à l'école française, s'apercevait au moment de l'entrée dans l'âge adulte qu'il y avait une hiérarchie dans la signification d'être français ! C'est une violence énorme.

Rajoutez à cela la crainte des explosions populaires dans les quartiers populaires qui vont donner des dimensions de surveillance et pas simplement des dimensions de maintien de l'ordre. Dans tous les quartiers populaires où j'ai pu aller, tous me racontent des scènes d'humiliation dans le rapport à la police. Et cela ne peut pas ne pas laisser de marbre. Cela ne peut pas ne pas avoir de signification. Lorsque j'ai l'impression d'être sans cesse contrôlé, et qu'en plus je me sens discriminé, qu'est-ce qui me reste ? Il me reste à maîtriser mes espaces de proximité. C'est-à-dire que je ne vais pas aller courir le risque d'aller au centre-ville. Je vais investir les espaces que je connais. Et ça, c'est une des dimensions qui va renforcer encore l'enfermement.

Un des derniers processus que je souhaite évoquer est dramatique.



Nous allons vers une catastrophe qui est le processus d'ethnicisation.

Je vais toucher du bois en espérant que cela n'arrivera pas. Mais si nous ne sommes pas capables d'inverser les choses, nous allons vers une catastrophe qui est le processus d'ethnicisation.

Depuis 30 ans dans les médias, on ne nous explique plus la réalité par des causes économiques, sociales et d'inégalités mais on nous l'explique par des causes culturelles, religieuses etc. Et qu'est-ce que cela peut avoir comme effet auprès des membres des populations qui sont visées ? Toutes ces populations sont humiliées, et alors pour les plus fragiles de leurs membres, cela



peut conduire à des comportements tout azimut.

Et quand en 2005, on nous explique la révolte de 400 quartiers populaires pendant 21 jours par la polygamie des noirs... C'est quand même extraordinaire ! 8000 familles polygames, ça fait exploser 400 quartiers populaires pendant 21 jours ? On voit bien que scientifiquement ça ne tient pas, n'empêche qu'on a eu ce type d'explication officiellement mis dans les médias !

Il serait complètement injuste de s'intéresser aux conséquences sans questionner les causes qui sont derrière. Dans cette ethnicisation des explications, se rajoute une dimension particulière - qui est encore aujourd'hui taboue, (même les derniers événements n'ont pas

amené une prise de conscience là-dessus) : le développement d'une islamophobie extrêmement importante. On a d'ailleurs revu ces derniers jours de nouvelles agressions. Et cette dimension-là, vient casser le lien social dans les quartiers car l'explication ethniciste et culturaliste ne conduit pas à rechercher ce qu'il y a de commun entre moi et mon voisin - nous sommes tous les deux locataires et nous avons tous les deux besoin de nous battre pour diminuer les loyers ou pour diminuer les charges - mais amène à regarder ce qui me différencie et ce qui m'oppose à lui. Le lien social a ainsi été extrêmement fragilisé.

Nous retrouvons ici un des processus qui a beaucoup été étudié en sociologie : le processus de stigmatisation.

Kaufman dit « le stigmate crée le comportement ». Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que la manière de parler de quelqu'un, de décrire quelqu'un, va aussi déterminer son comportement. A force de présenter les quartiers populaires uniquement comme des jungles - et dire cela, ne veut pas dire qu'on nie la violence - oui il y a de la violence - à force de présenter cette vision et cette image des quartiers populaires, d'une certaine manière on crée ce comportement.

Cette tendance à entrer dans l'image projetée est réel. Il faut alors s'intéresser à la notion de frontière. Il y a des frontières. Certaines sont visibles, d'autres invisibles. Elles sont parfois construites consciemment et parfois aussi elle reflète l'inconscient de peur des décideurs et des aménageurs.

Je vais vous donner juste un exemple. Dans la culture ouvrière, quelle est la pièce la plus importante ? C'est la cuisine. Dans la cuisine on faisait tout. Dans la cuisine on accueillait, on mangeait,

on buvait un café etc. Et quelle est la pièce la plus petite que les architectes - de couches moyennes - ont construit - sans demander leur avis aux couches populaires, c'est la cuisine ! Parce qu'ils sont sur une logique de couches moyennes mono-fonctionnelles : la chambre à coucher c'est pour dormir, la cuisine c'est pour cuisiner, la salle à manger c'est pour manger... Mais cela n'a jamais été dans les foyers populaires... Et donc on n'a pas été demander aux classes populaires, on a pensé à leur place ! Sur de nombreuses choses, il y a une grande violence dans les modèles imposés et dans les mots choisis !

Et quand ce phénomène ce produit, il crée des frontières. Je voudrais juste en donner quelques exemples. Si quand vous allez au centre-ville, vous êtes l'objet de regards particuliers, alors oui, vous allez finir par ne pas sortir. Si les équipements sont construits de telle sorte à ne pas sortir du quartier, et bien vous aurez tendance à ne pas en sortir.

Ces frontières ne sont pas forcément conscientes et volontaires mais elles vont jouer fortement sur la manière dont les gens vont se sentir bien à un endroit ou à un autre. Si les gens ne vont pas au centre-ville, il faut aussi interroger : qu'est-ce qui dans le centre-ville peut faire fuir certaines personnes ? Si les jeunes restent dans leur quartier, il faut interroger les véritables motifs et non pas renvoyer l'argument : c'est eux qui ne veulent pas ! Comme si c'était en eux, comme s'ils avaient un gène de mobilité manquant ! La véritable question à se poser est donc la suivante: « Comment peut-on créer des espaces dans lesquels les premiers concernés donnent leur regard sur leur réalité et leurs explications de la réalité ? ».

L'explication ethniciste et culturaliste ne conduit pas à rechercher ce qu'il y a de commun entre moi et mon voisin, mais amène à regarder ce qui me différencie et ce qui m'oppose à lui.

Regroupés par dix autour de tables, les participants ont pu échanger à partir de l'intervention de Saïd Bouamam et du témoignage de Joachim. Ils ont travaillé autour des deux questions suivantes : Selon vous quelles sont les raisons qui construisent cette sensation d'enfermement dans les quartiers populaires ? Et selon vous quelles pourraient être les solutions pour sortir de cet enfermement réel ou ressenti ?

Ces tables de discussion sont animées par des participants préalablement formés à l'exercice de l'animation et de la restitution



La parole des participants

LES CAUSES

- ▶ **La médiatisation négative** des événements dans les quartiers populaires
- ▶ **Le travail.** Ce thème, on l'a d'ailleurs mis dans les causes et dans les solutions. Le travail peut être une solution pour sortir du quartier et un moyen d'insertion. Et dans les causes, il concerne le volet du chômage. **Le chômage qui s'institue**, le chômage institutionnel comme on l'a appelé, dans ce cas le travail, ou l'absence de travail, peut être une cause d'enfermement qui nous vient de l'extérieur. J'aime bien cette phrase le chômage institutionnel... On nous installe dans une case quoi !
- ▶ La carte scolaire. Là il y a eu un débat chaud par rapport à cette discussion sur la carte scolaire ! On a parlé **de l'échec scolaire** qui suit, la discrimination en général par rapport à l'éducation, par rapport au travail, par rapport à la culture, à la pratique des sports, etc.
- ▶ Tout ce qui a trait à **l'histoire de l'immigration, d'éloignement du quartier, l'ethnisation, et ses stigmatisations qui vont de pair**, et on est arrivé à la conclusion que le quartier est riche de talents, d'équipements mais son image et pauvre à l'extérieur.
- ▶ L'architecture de ces quartiers. Si on prend le cas de Villeneuve, au départ cela semblait être une utopie et aujourd'hui cette utopie s'est transformé en cauchemar... Voilà... (Réactions dans la salle.) Eh c'est elle qui m'a dit cauchemar ! J'assume ! En tout cas qui s'est avéré être autre chose ! Mais j'adore Villeneuve... arrêtez ! Avec les représentations que les gens ont, quand ils se retrouvent dans un quartier comme Villeneuve, l'architecture ça n'aide pas. Cela peut donner un effet pesant. Voilà ce qui a été évoqué.
- ▶ L'image qui dévalorise les immigrés. Il y a également la cause des médias. **Le racisme de tout le système, les lois racistes et islamophobes**, la condition sociale des ouvriers, la discrimination quand on dit qu'on vient de tel ou tel quartier et la conception urbaine des quartiers.

LES SOLUTIONS

- ▶ Bien sûr **la mixité sociale qui reste en tête**, et cela reste le rêve de tous. Qui passe par le brassage culturel, c'est la solution qui nous vient de l'extérieur, qu'on rêverait avoir de l'extérieur. De l'intérieur on a les échanges sportifs et culturels.
- ▶ **Partenariat avec des entreprises extérieures** qui pourraient venir faire de l'événementiel chez nous. Ces événements permettraient de traverser la frontière des quartiers.
- ▶ **L'insécurité.** Je pense que ça été clairement dit dans le témoignage de Joachim, de l'insécurité quand on sort du quartier et aussi au sein du quartier et c'est cela le paradoxe. Merci bien.
- ▶ il faut redonner des espaces, il faut se réapproprier des espaces pour que toutes les personnes, de toutes origines, de quelques confessions qu'elle soit, puisse se retrouver.
- ▶ On pense que les solutions **viendront d'abord des habitants** parce qu'ils connaissent bien les spécificités du quartier.
- ▶ On est tout à fait conscients à cette table en tout cas, que **la mixité sociale idéale dans les montées d'immeubles c'est quelque chose qui est très dur à réaliser.** Le mode de vie de « l'Africain », le mode de vie du « Français de souche », - pardonnez-moi l'expression- le mode de vie du « Français d'origine maghrébine » etc., c'est difficile à mettre en place dans les montées.
- ▶ En revanche on s'aperçoit que **cette mixité sociale fonctionne très bien dans les lieux publics**, dans les espaces extérieurs, les marchés, c'est ce que certains spécialistes appellent la mixité fonctionnelle. Cette mixité fonctionnelle c'est l'appropriation des lieux publics où les gens se rencontrent, où les commerces peuvent s'exercer, pour qu'il n'y ait pas une désertification, qu'il y ait des activités économiques, des activités ouvertes à la fois aux personnes de l'intérieur ou de l'extérieur du quartier.
- ▶ L'association de faits, en termes de représentation, des décisions des habitants du quartier, ce que certains appellent **la co-construction. Comment on fait ?** Quels sont les besoins des habitants face aux « sachants », ceux qui ont soi-disant les solutions !



- ▶ **La question des solidarités** c'est important. Saïd l'a dit, il a parlé de l'organisation dans les quartiers, mais sur la question des discriminations je pense qu'il ne faut rien laisser passer parce qu'il y a une armada de lois contre ça, mais aujourd'hui on n'en est toujours là. Il ne faut pas lâcher l'affaire et cela s'auto-organise. Il y a des mouvements qui le font, qui défendent leurs droits parce que la mixité sociale c'est une chose... mais l'égalité des droits s'en est une autre !
- ▶ On a parlé d'accepter... **La France doit enfin accepter son passé historique.** Cela a été dit. L'esclavage, la colonisation.
- ▶ Ce qui est important pour nous aussi, **c'est de lutter contre la stigmatisation sociale.** Il faut amener sur le quartier des références diverses, aider les enfants à élargir leur capital culturel et à pouvoir se définir eux-mêmes, comme ils ont envie. On peut être dans un quartier, être maghrébin, noir, pas musulman. On peut être maghrébin et pas musulman ou musulman si on le souhaite, comme on veut mais on se définit comme on veut. On peut être gay, on peut être hétéro, on peut être ce qu'on veut et on a le droit de le dire voilà. (Applaudissements)
- ▶ **L'ouverte du monde par la culture**, et ceci par le biais de réseaux. Une dame nous a expliqué qu'il existait une association qui s'appelle « Sport dans la ville » qui a amené à créer un autre concept qui est « Job dans la ville », visiblement ce sont des personnes qui sont en poste et qui aident les jeunes à trouver un travail.
- ▶ On propose aussi plus de mixité dans les quartiers. **Certains souhaiteraient débattre avec d'autres populations** comme par exemple une population de Meylan pour apprendre à mieux connaître les uns les autres et casser les frontières.
- ▶ On propose aussi de **revoir l'Histoire dans les écoles** et de mettre plus en avant l'arabe parce que apparemment ce serait la seconde langue du pays, se serait donc bien qu'on l'instaure dans les écoles.

À notre table il y a quand même beaucoup de femmes. Et je pense que c'est à souligner. Et même que l'une d'entre nous a pleuré du fait de son enfermement, de sa discrimination, de son échec social je dirais.

Nous sommes d'origine différentes, il y a aussi des gens qui ont des cheveux blancs, d'autres qui sont plus jeunes... Il y a l'évocation d'une Villeneuve qui était beaucoup plus ouverte avant que maintenant, qui n'était pas fermée, qui n'était pas un ghetto et qui a existé.

Cela existait. Ça a été cassé. Les éducateurs ont d'ailleurs apporté un cercueil à la mairie de Grenoble. Cela ne se connaît pas, cette histoire du quartier ne se connaît pas. Je crois qu'il faudrait la connaître aussi. Et puis il y a aussi la volonté d'avoir une action, une organisation collective !

Il y a une richesse dans la Villeneuve que personne ne voit : c'est certainement le quartier de Grenoble où il y a le plus de parties du monde qui sont représentés. Avec des cultures tout à fait différentes et que les gens ne connaissent pas leur culture entre eux. Vraiment ça reste un peu trop fermé. Il faudrait qu'il y ait des initiatives qui permettent, même des fêtes pourquoi pas, qui permettent aux gens de connaître quel est la culture de l'autre. Et j'aurais peut-être moins de phénomènes de rejet.

Il y a projet qui s'appelle Villeneuve-Villemonde qui invite les habitants qui ont envie de partager quelque chose d'eux mêmes, de leur culture. C'est l'association qui s'occupe de la logistique mais elle ne décide rien pour vous, c'est à vous d'amener la sauce et en cuisine ensemble !



je ne refuse pas la mixité sociale ! Je dis simplement : interrogeons-nous lorsqu'on nous parle de mixité sociale, quand on nous fait une injonction à la mixité sociale, quand on nous dit : vos problèmes viennent du manque de mixité sociale, sur ce que cela peut signifier réellement.



Seconde Intervention Said Bouamama



C'est important, d'avoir des moments conviviaux mais aussi des moments pour construire notre pensée.

D'abord je vous en veux parce qu'avec une richesse telle que celle que je viens d'entendre, il ne fallait pas m'inviter que pour une soirée ! Donc on reprend rendez-vous pour une journée entière ! Et on fait ce que les couches moyennes font pour penser leur monde, on se fait une journée entière à nous, où on prend le temps. C'est important, d'avoir des moments conviviaux mais aussi des moments pour construire notre pensée.

Je vais juste rebondir sur un certain nombre de choses qui me semblent essentielles, sur certains points qui m'ont semblé être des erreurs d'analyse. En ce sens, je voudrais pointer quelques éléments.

► LA QUESTION DE LA MIXITÉ SOCIALE

Le premier aspect concerne la question de la mixité sociale. Tout le monde la revendique mais il faut vous s'en méfier ; non pas que nous soyons contre la rencontre entre tous les êtres humains quelle que soit leurs catégorie d'appartenance, mais le discours de la mixité sociale est en fait un double discours. Il vient nous dire que s'il y a un problème dans les quartiers c'est parce qu'il n'y a pas de mixité sociale. Mais dans quelle société avez-vous vu qu'il y avait une mixité sociale extrêmement forte ? Ça n'existe pas ! Par le passé, la classe ouvrière vivait dans des quartiers, il n'y avait pas de couches moyennes ou de bourgeoisie qui habitait dans les quartiers populaires dans les années 50 et au XIXe siècle.

N'entendez pas dans ce que je dis que je refuse la mixité sociale ! Je dis juste : interrogeons-nous lorsqu'on nous parle de mixité sociale, quand on nous

fait une injonction à la mixité sociale, quand on nous dit : vos problèmes viennent du manque de mixité sociale, sur ce que cela peut signifier réellement. Tout un discours est développé depuis au moins trois décennies pour essayer de vous faire croire que les problèmes des quartiers populaires tiennent à ce que les pauvres soient entre eux. Non c'est parce qu'ils sont pauvres, ce n'est pas parce qu'ils sont entre eux. Ce n'est pas la même chose. (Applaudissements)

Il y a un modèle qui ressemble au modèle au colonial en vérité, mais pour les classes sociales. Qui est de dire : si on arrive à mettre dans les quartiers des couches moyennes, ils vont montrer aux ouvriers et aux chômeurs comment il faut se comporter. Comme s'ils étaient des sauvages et ne savaient pas comment se comporter ! Il faut garder un regard critique même là-dessus.



Il y a un modèle qui ressemble au modèle au colonial en vérité, mais pour les classes sociales.

► LA QUESTION DU COMMUNAUTARISME

C'est la même chose pour la question du communautarisme. Les communautarismes. Les quartiers se replient sur eux-mêmes, communautarisme, etc. Il faut faire attention à ce qui se cache derrière cette expression : qui est communautariste dans ce pays ? Ce sont les riches ! Qui enlève ses enfants de certaines écoles pour les mettre à l'autre bout de la ville pour qu'ils ne fréquentent pas certains enfants ? Qui construit ses maisons le plus loin possible des quartiers populaires ? Je n'avance pas cela pour dire qu'il faut imposer aux gens d'habiter dans les quartiers populaires, mais

juste pour que l'on n'inverse pas la cause et les faits. Tous ceux qui ont pu partir sont partis des quartiers populaires et c'est pour cela que l'on est dans cette situation-là aujourd'hui. Aussi, accuser les classes populaires de communautarisme c'est inverser la réalité ! Ce sont les catégories aisées qui fuient le contact avec les classes populaires.

Et cela pose d'ailleurs la question des mots que l'on utilise. Certains mots qui deviennent banals parce qu'on nous les répète dans les médias, dans le vocabulaire des travailleurs sociaux, dans les campagnes financées par la politique de la ville : « le vivre-ensemble ». Le problème ce n'est pas de vivre ensemble, c'est de vivre ensemble de façon égalitaire. C'est bien la question de l'égalité qui est posée. Vous savez le maître et l'esclave vivaient ensemble... mais ils n'étaient pas égaux !

Aujourd'hui on est obligé de constater qu'en fonction du lieu où on habite on n'a pas égal accès aux transports, on n'a pas égal accès à la qualité de l'enseignement, on n'a pas égal accès à un ensemble de



L'autre dimension qui peut expliquer aussi ce sentiment d'insécurité c'est la disparition des espaces de conflits. L'être humain a besoin d'espaces où il peut dire quand il n'est pas d'accord.

droits. La porte d'entrée pour moi doit être celle-là : celle de l'égalité.

► LE CHAMP DES POSSIBLES

La seconde chose qui me semble importante à souligner c'est ce que j'appelle « le champ des possibles ». Ce que je peux découvrir, ce que je peux connaître, ce que je peux apprendre en fonction du lieu où j'habite. Si vous prenez par exemple la connaissance des professions possibles, en fonction des classes sociales, un enfant de 10 ans, s'il est de couche moyenne, va pouvoir vous citer 100 emplois, si est d'un quartier populaire il va vous en citer 15 ; il entre dans la vie avec une inégalité structurelle, avec un certain nombre d'activités qu'il ne connaît pas, auquel il n'a pas accès. Et je pense qu'il y a un vrai travail à faire, pour permettre aux nouvelles générations de découvrir un champ des possibles beaucoup plus



large. Comment va t-on se battre pour qu'ils puissent découvrir des choses qu'ils ne découvriront pas spontanément dans son quartier, pour qu'ils puissent avoir accès à des choses qui ne verra pas si ce n'est pas organisé par une action collective, par une mobilisation, par une revendication etc ?

► L'INSÉCURITÉ

Un autre élément qui me semble important : la notion d'insécurité. Un ou deux groupes ont abordé cette question. Je voudrais juste vous faire part de mes analyses là-dessus. Oui nous avons une montée de l'insécurité dans nos sociétés. Mais elle n'est sans commune mesure avec ce qu'on nous dit dans les médias. Autrement dit, l'idée qui sous-tend qu'il existe une insécurité déferlante, une insécurité qui viendrait casser tout le quotidien de la vie dans les quartiers, n'est pas vrai ! Ce

qui augmente réellement – et c'est grave aussi, mais du coup on ne s'attaque pas aux mêmes choses, c'est le sentiment d'insécurité. Or le sentiment d'insécurité n'est pas connecté à l'insécurité. Des études ont montré que dans des villes où il y avait beaucoup d'actes de délinquance et d'agression il y avait un faible sentiment d'insécurité, alors que d'être dans d'autres villes où il y avait peu d'agression, il y avait un fort sentiment d'insécurité. Qu'est-ce qui explique cela ? Le sentiment d'insécurité ne vient pas des faits réels mais il vient de la peur d'être seul si cela m'arrivait. C'est cela qui se passe dans nos têtes : j'ai peur que si l'on m'agresse, mon voisin n'intervienne pas. C'est-à-dire que le sentiment d'insécurité vient du fait que le lien social est moins prégnant.. Autrement dit, la réponse au sentiment d'insécurité ce n'est pas plus de polices, c'est plus de solidarité, de lien social, c'est la diminution de l'individualisme etc.

► LES ESPACES DE CONFLITS

L'autre dimension qui peut expliquer aussi ce sentiment d'insécurité c'est la disparition des espaces de conflits. L'être humain a besoin d'espaces où il peut dire quand il n'est pas d'accord. Nous ne sommes pas des robots. Il n'y a rien de pire dans une société que de produire des gens qui ont des désaccords, des souffrances, un sentiment d'inégalité et de leur enlever les espaces où ils puissent dire leur désaccord, leur colère, leur mal-être etc. Car la violence est le résultat de l'absence de conflit.

Vous savez toutes les cultures du monde ont inventé ce type d'espaces de confrontation. Au Maghreb, par exemple ce sont les assemblées du village. Sous le baobab, en Afrique subsaharienne, les gens se battaient, enfin ils échangeaient des arguments contradictoires. Or, aujourd'hui on a l'impression que l'idéal proposé par nos médias et dans le discours politique, revient à éliminer tout conflit. Et qui est-ce qui gagne à ce qu'il n'y ait pas de conflit : ceux qui dominent. Qui est-ce qui perd à ce qu'il n'y ait pas de conflit : ceux qui



sont dominés.

L'autre dimension qui a été soulignée, c'est la notion d'action. Il y a des choses dans la vie sociale populaire qui étaient spontanées dans le passé parce qu'il y avait une culture, des organisations et des associations du monde ouvrier qui permettaient que cela soit spontané. Avec le détricotage de la culture ouvrière et des quartiers populaires, il y a des choses qui ont disparues et qui ne reviendront pas toutes seules. Elles ne reviendront que si on s'organise pour les reconstituer. Il faut aujourd'hui, de manière volontariste, reconstituer les espaces de l'inter ». L'inter-générationnel, de l'inter-culturel car tout cela ne reviendra pas tout seul et c'est en le pratiquant que cela redeviendra spontané.

Vous avez tous entendu cette phrase de Jacques Chirac qui a choqué beaucoup de gens : le bruit et les odeurs ! Et tout le monde lui a répondu c'est scandaleux et c'est vrai que c'est scandaleux ce qu'il a dit ! Mais moi j'ai une réponse qui est un peu différente qui était de dire vous avait raison mais vous êtes un instrumentalisateur. Pourquoi vous avez raison ? Car il y a 30 ans l'odeur du couscous, pour un certain nombre de personnes, était perçue comme agréable, et 30 ans après les mêmes personnes la trouve envahissante. Le détricotage de tous les espaces d'échanges, de tous les espaces interculturels ont cassé les solidarités et la connaissance de l'autre et ces espaces ne reviendront pas tout seul. C'est une dimension volontariste qui permettra de les faire revivre.

C'est la dynamique des échanges qui font que la vie commune est possible. C'est vraiment la question de réapprendre à vivre avec les autres qui est importante.

► LE SAVOIR DES HABITANTS

Un petit mot sur le savoir des habitants que deux groupes ont abordé. Je crois qu'il faut commencer à revenir à nos fondamentaux. Ceux qui connaissent les besoins sont ceux qui les vivent. Quelqu'un qui ne vit pas les besoins ne peut pas les connaître. C'est tout. Il peut être empathique, il peut faire un effort, mais il ne connaît pas réellement. Imaginez que sur la question du droit des femmes, des intérêts des femmes, des oppressions des femmes on interviewe des hommes pour qu'ils nous disent le droit, les intérêts et les besoins des femmes ! Tout de suite on dirait il y a un petit problème ! Malheureusement il y en a qui le font, et il y a un tas d'homme qui prétendent savoir mieux que les femmes que ce qui est dans leurs intérêts. Et bien c'est la même chose pour les classes sociales. Comment une personne de couches moyennes, qui ne vit pas les conditions concrètes d'un quartier populaire, peut-il connaître l'ordre des priorités des habitants des quartiers populaires ? Et donc sur la question du savoir, non seulement on sait des choses, mais sur les questions qui nous concernent on sait mieux que les autres. Et il faut s'en convaincre. Alors bien sûr ce n'est pas un savoir qui nous vient spontanément parce que la parole est un pouvoir. Et quand on est inégaux devant la parole, on la construit ensemble.

Juste un exemple très concret que j'ai expérimenté autour de la démocratie participative et des conseils de quartier participatifs. Vous mettez autour de la table un architecte, un élu, un technicien « politique de la ville » et 4 habitants - et une seule femme - et vous écoutez ! Vous écoutez le vocabulaire ! « Qui est pour la rénovation du quartier ? On a un plan masse en deux tranches. ». Vous êtes d'accord ? Ben oui on est d'accord... On va d'abord faire semblant qu'on a compris pour ne pas paraître idiot » !

On a fait l'expérience dans une ville - qui a accepté de jouer le jeu- où toutes ces réunions étaient précédées d'une réunion entre

Il y a des choses dans la vie sociale populaire qui étaient spontanées dans le passé parce qu'il y avait une culture, des organisations et des associations du monde ouvrier qui permettaient que cela soit spontané. Avec le détricotage de la culture ouvrière et des quartiers populaires, il y a des choses qui ont disparues et qui ne reviendront pas toutes seules.

habitants pour construire leurs discours et leurs revendications. Et bien je peux vous garantir que les habitants qui étaient dans la deuxième réunion avaient un discours construit, ils avaient la réponse aux réfutations, il se sentait forts et ils se sentaient portés par un groupe, ce qui changeait complètement le rapport de force à l'intérieur de la réunion. C'est à dire qu'individuellement on a de grandes chances de perdre mais ensemble on peut construire de l'intelligence, du discours et du savoir collectif.



► L'HISTOIRE DE FRANCE

Plusieurs groupes ont également parlé de la question de l'Histoire de France, de la question de l'histoire esclavagiste et coloniale. C'est une question qui est incontournable pour une raison toute simple. Qu'est-ce qui fait que certaines idées, qui stigmatisent nos concitoyens noirs, arabes, musulmans et roms ? Pourquoi ça prend ? Et bien par ce que - certains de manière involontaire et d'autres de manière volontaire - savaient

Pendant 130 ans on a expliqué dans ce pays, que l'on était supérieur aux autres cultures, qu'on allait les civiliser, que c'étaient des sauvages. Pendant 130 ans, ces idées ont été diffusées dans des journaux, des photos, des films et des livres scolaires.



La nation française s'est construite par la négation de sa propre diversité. On a fait la guerre aux bretons, fait la guerre aux occitans, en les présentant, comme des sauvages et à qui on a dit : « si vous voulez devenir de bons français, il faut cesser d'être breton, occitan ou flamand,

très bien ce qu'ils faisaient. l'on a complètement sous-estimé les effets de la colonisation sur les peuples des pays colonisateurs. Pendant 130 ans on a expliqué dans ce pays, que l'on était supérieur aux autres cultures, qu'on allait les civiliser, que c'étaient des sauvages. Pendant 130 ans, ces idées ont été diffusées dans des journaux, des photos, des films et des livres scolaires. On a diffusé des « images du noir, de l'arabe et du musulman » qui empêchaient de le considérer comme notre égal. Le travail de déconstruction de ce que j'appelle « l'espace mental colonial » n'a jamais été entamé. Car on a considéré qu'avec les indépendances, on pouvait passer à autre chose, de but en blanc. Mais on a oublié que ces images restent dans les imaginaires. Et donc ce n'est pas la faute du peuple français ! C'est un héritage ! Mais ceux qui ont la responsabilité de l'éducation nationale, la responsabilité des médias etc. et qui n'entament pas assez cette déconstruction ont une lourde responsabilité. Il ne faut pas rêver, on aura beau le réclamer, on ne l'aura pas tout de suite, ce sera du rapport de force qui l'imposera. Et là se pose une autre question pour nous tous : est-ce que l'on va attendre que l'État réponde à nos besoins ou est-ce que nous allons aussi - tout de suite - parce que nous en avons besoin, répondre nous-mêmes à nos besoins ? Je pense que sur l'histoire coloniale, esclavagiste, de l'immigration et sur l'histoire des quartiers populaires, il faut prendre en charge cela nous-mêmes : créer une école sur l'histoire des dominés dans ce pays par exemple.

► LA NÉGATION DE LA DIVERSITÉ

Cette histoire, il faut aussi la remonter plus loin encore. Il faut la remonter quand on a commencé à construire la nation française. Parce qu'on a un problème spécifique en France - les autres pays ont d'autres problèmes, ce n'est pas pour dire qu'on est plus mauvais - qui est que la nation française s'est construite par la négation de sa diversité. Je n'ai pas le temps d'expliquer en détail, mais pour des raisons historiques, on a fait la guerre aux Bretons, fait la guerre aux occitans, en les présentant, comme des sauvages et à qui on a dit : « si vous voulez devenir de bons français, il faut cesser d'être breton, occitan ou flamand, etc. On leur a demandé de choisir entre leurs identités comme s'il était possible de découper l'identité d'une personne et de lui faire faire une injonction de choix. Autrement dit il y a une confusion entre l'unité politique, c'est-à-dire qu'on vit sur un territoire, et l'unicité culturelle.

Et c'est ce qui explique un problème contemporain: il faut qu'on perde l'habitude de comparer les immigrations actuelles, enfin pas les immigrations actuelles mais les enfants de l'immigration actuelle, aux imitations portugaises espagnoles, etc. Ce n'est pas la même chose. Les Portugais, les Espagnols, les Italiens, ont souffert parfois même plus que les Mohameds, les Mamadous, les Aminatas et les Fatimas d'aujourd'hui. [Les Italiens ont eu un pogrome à Aigues-Mortes. Il y avait une chasse à l'italien. Tout un village qui a chassé l'italien.]. Mais ils ont été considérés comme français dès la seconde génération.

On n'a pas regardé leurs enfants comme des étrangers. Or aujourd'hui, vous avez le petit petit petit petit enfant d'un immigré qui va continuer à être perçu regardé, appréhendé comme étant un étranger. Autrement dit, il y a une transmission transgénérationnelle du stigmate xénophobe. Et c'est un phénomène nouveau. Si on peut le comparer à quelque chose, il faut le comparer aux noirs aux États-Unis où les petits petits petits-enfants d'esclaves sont encore considérés comme des citoyens de seconde zone. Nous sommes en train de vivre cela.

Et je pense que la seule manière de répondre à cela et de nous interroger vraiment. Les classes populaires qui ont un destin de vivre ensemble, quelle que soient leur origine, ont intérêt à poser ces questions-là pour mettre en lumière leurs intérêts communs.



n'oublions pas, que certains ont intérêt à présenter nos quartiers populaires comme étant uniquement des problèmes alors qu'ils sont aussi la solution !

► IL FAUT DES ESPACES DE COMPRÉHENSION

Je terminerai en soulignant ce que disent certains travaux sur les besoins lorsqu'on est en situation d'oppression.

D'abord quelqu'un qui est opprimé a besoin de comprendre. Il faut donc des espaces de compréhension, d'explications, de partage, de construction d'autres grilles d'analyse que celles des médias. Oui, on a besoin de comprendre quand on est opprimé ! Et si on ne trouve pas les réponses, on va le chercher n'importe où y compris dans des explications farfelues et dangereuses.

Deuxièmement on a besoin de ne pas être seul. On a besoin de dynamique collective, d'espace collectif. Il faut créer des espaces où on se sent beau et intelligent. Il faut créer ces espaces politiques pour sortir de l'isolement.

Et troisièmement on a besoin d'action collective, de se dire : ensemble on a essayé. Pourquoi les milieux populaires dans le monde entier ont toujours eu des revendications, des dynamiques contestataires ? Parce qu'à minima agir ensemble permet de diminuer l'impact de l'oppression.

► QUARTIERS "SENSIBLES"

Je terminerai vraiment sur l'histoire de ce jeune que j'interviewais et qui me disait : « pourquoi ils nous parlent de zones sensibles ? parce que moi, je n'aimerais pas vivre dans une zone insensible ! ». Il a raison. Malgré tout ce qu'on dit sur les quartiers populaires, ils restent l'espace où le lien social est le plus fort, où les solidarités sont les plus fortes, où l'on s'occupe des plus pauvres. Oui, regardons tous nos problèmes, mais n'oublions pas, que certains ont intérêt à présenter nos quartiers populaires comme étant uniquement des problèmes alors qu'ils sont aussi la solution ! (Applaudissements)

Dialogue impromptu entre Abdelhamid Benhamida et Saïd Bouamama

Excusez-moi d'intervenir mais c'est très important. Je suis absolument d'accord avec vous sur l'histoire coloniale, l'histoire qui a donné une fausse image des Africains et des pays colonisés. Mais il faut rendre justice à l'éducation nationale qui depuis des années maintenant a fait un grand travail par les ouvrages scolaires, pour expliquer ce qu'est l'esclavage... (Réactions dans la salle) Comment fonctionne le colonialisme. Et moi qui suis d'origine algérienne, je vous jure que l'essentiel de ce que je sais du fonctionnement du colonialisme vient des ouvrages qui ont été écrits par de grands historiens, je parle de Charles André Julien, de Pierre Bourdieu, c'est grâce à eux que j'ai beaucoup appris sur la colonisation et ses conséquences, de son fonctionnement, que j'ai appris beaucoup sur la splendeur de la civilisation arabo-musulmane. Ce n'est pas par des auteurs arabes mais surtout par des auteurs anglo-saxons et français que je connais mieux ce qu'a été l'Andalousie par Jacques Berck, Robinson. Je ne conteste pas ce que vous dite M. Bouamama, c'est vrai ce que vous dites, mais je crois qu'il y a eu beaucoup de travail positif qui a été fait. En tout cas moi je vous avoue que je leur dois beaucoup à ces gens-là, à certains ouvrages scolaires.



Je crois qu'il y a eu beaucoup de travail positif qui a été fait. En tout cas moi je vous avoue que je leur dois beaucoup à ces gens-là, à certains ouvrages



Dans les programmes de l'éducation nationale, il y a des manques énormes

Saïd Bouamama : Oui absolument, absolument. Mais je crois que vous confondez deux choses. Ou je me suis mal exprimé. Qu'il y ait des travaux, oui il y en a plein ! Sur le plan de la recherche on est armé. C'est pour ça je pense qu'on peut créer nos propres écoles. Mais quant aux programmes de l'éducation nationale, je regrette encore aujourd'hui, il y a des manques énormes - rentrez chez vous et si vous avez des enfants et essayez de regarder la partie sur l'abolition de l'esclavage, on a l'impression que l'abolition de l'esclavage est apparue toute seule, que ce n'est pas la révolte des esclaves qui l'a amené, et qu'on ne parle pas du début de l'esclavage, c'est-à-dire qu'on a aboli quelque chose qui n'existe pas ! Sur la décolonisation, une enquête a montré que près de 70 % des enseignants abordent la décolonisation sous l'angle de la guerre d'Indochine. C'est vraiment cette guerre qui traumatise la France ? Est-ce qu'on peut être crédible auprès des élèves, si l'on aborde la décolonisation au travers du conflit qui semble le plus lointain ?

En réalité le silence est pire que tout. Vous savez j'ai l'habitude de dire : « la mémoire est au peuple ce que la psychanalyse est aux individus. ». C'est-à-dire que si nous ne sommes pas capables de lire la page d'histoire jusqu'au bout, et bien les héritages négatifs de cette page là restent.

La discussion entre les participants



Bonsoir, je m'appelle Pierre j'habite la villeneuve. Je dis tout de suite quand on n'est pas des professionnels de la parole ou de la communication, quand on n'a pas l'habitude des conférences de presse où on doit poser sa question en 30 secondes, c'est compliqué. Je vous avoue qu'avoir simplement une minute de parole pour parler de problèmes qui se posent depuis des années et faire une synthèse en une minute : c'est mission impossible. C'est pour cela que j'hésitais à prendre ce micro avant de me lancer. Mais au moins je prends ce risque.

Par rapport à l'histoire de notre pays je crois que le danger quel que soient les époques, il y a une constante, il y a un dénominateur commun : la désignation de boucs émissaires quand la société est malade. Attention aux boucs émissaires. La Villeneuve, c'est une ville, un quartier dans la

ville, pardon ! Plein de gens viennent du monde entier et si on devait dire mais alors la France : quelle identité elle a, c'est quoi l'identité nationale française ? Et là Mesdames et Messieurs ce seraient très compliqués de vous répondre, par ce que pour paraphraser

un grand écrivain sud-américain : « la France n'a pas une identité elle les a toutes ! ».

Maintenant c'est très important, c'est ce que je retiendrai ce soir, c'est l'importance de ces temps où on se réunit tous ensemble et la nécessité de les répéter, de les organiser de façon à ce qu'on puisse effectivement reprendre une vie de village. Et ne pas compter sur les nouveaux gardes champêtres des médias qui par roulement de tambours distillent la peur. Notre quartier est à nous. Vous avez évoqué les Américains tout à l'heure les noirs américains, à un moment il y a un truc qui a été très fort pour qu'ils se valorisent, c'est le fameux slogan, repris d'ailleurs dans les townships d'Afrique du Sud : Black is beautiful. La Villeneuve, Mistral, Teisseire, Échirolles are beautiful. C'est tout.



Moi je considère que le questionnement descendant de la colonisation représente actuellement la plus grande force de résistance au capitalisme. Et je suis étonnée que les partis politiques de gauche ou d'extrême gauche, les syndicats aient abandonnés toute cette population et même je peux le dire puisque j'ai été syndiquée, j'ai été dans des associations, des groupes, disent des horreurs sur les femmes voilées, sur les musulmans qui sont tous des terroristes, dont il faut se méfier etc. Et d'ailleurs il n'y a qu'à voir le vote à l'assemblée nationale de l'état d'urgence seulement six députés n'ont pas voté pour l'état d'urgence, je trouve que c'est scandaleux. Alors moi je suis une femme blanche, je n'en ai pas honte. Parce qu'en plus comme je suis une femme je sais un petit peu ce que c'est que la discrimination mais non seulement je suis solidaire des... des descendants de décolonisés, mais en plus je les remercie par ce que je trouve que c'est eux qui empêchent qu'on soit encore plus opprimés, plus appauvris...

Moi je considère que le questionnement descendant de la colonisation représente actuellement la plus grande force de résistance au capitalisme.



Alors je m'annonce je suis le futur prophète (rires).

La première chose que je voudrais dire. Sur la Villeneuve, moi je propose qu'on mette la Villeneuve sur roues et qu'on la mette au Massif central. La question c'est qu'est-ce qu'on va faire avec ses habitants ? Je vais devenir de plus en plus sérieux. Je me pose la question et on se pose la question, nous avons actuellement 40 000 jeunes issus des quartiers populaires immigrés, qui sont dans les prisons... Est-ce que on en fait des terroristes ? Il va falloir qu'on réfléchisse ensemble pour ne pas vivre certaines choses. Moi je vis sur deux mondes qui des fois pactisent, travaillent ensemble, vivent ensemble. Et des fois ils s'affrontent. Et je vis maintenant l'affrontement. Je vous invite à faire de telle sorte que ce que nous vivons aujourd'hui cette période de l'état d'urgence, qu'elle ne devienne pas un état de guerre pour nous.



Cela va être très rapide. Cela ne va pas durer une minute comme les autres. Juste un petit mot pour dire que ce soir on a entendu beaucoup de témoignages très pertinents pour la plupart, mais aucun n'a abordé à part le monsieur là-bas qui a abordé la notion de fierté d'appartenir à un quartier. Moi personnellement je suis fier d'avoir grandi dans un quartier parce que je me sens plus endurci que quelqu'un qui est né avec une cuillère en or dans la bouche, qui habite Meylan par exemple. Et c'est juste pour dire ça, moi je me sens plus armé pour vivre dans la ville,

Je ne vais pas trop discuter de ce qui s'est dit. Mais je voudrais revenir sur la rénovation urbaine. Et ce n'est pas le fait de la rénovation urbaine, c'est le fait qu'il y ait des décisions qui sont prises ailleurs par des techniciens et j'en fais parti de ces techniciens, puisque je m'occupe de la prévention de la délinquance. Je fais parti de ces techniciens qui la plupart du temps décident ou font des propositions à la place de la population et que j'expérimente depuis six ans ce qu'on appelle la participation de la population et qui n'est réellement pas de la participation mais qui est de l'instrumentalisation. C'est-à-dire qu'on met la population devant le fait accompli.

Donc je vais être bientôt à la retraite, déchargée de mes obligations professionnelles et du coup, ces histoires de collectif, parce que quand on bosse, quand on a une certaine position on a un devoir de réserve, on est obligé. Voilà, je sais pas comment dire, vous avez compris je crois...

Et du coup ce qui m'intéresse c'est de dire ce que moi j'ai envie de dire, ce que j'ai envie de faire, comment je peux le faire, avec qui je peux le faire sans que ce soit récupéré. Puisque aujourd'hui tout ce que je fais et récupéré par le politique.

Mais comme vous je suis inquiète par ce qui se passe actuellement, je suis inquiète quand on dit que tout va bien sur des territoires, alors que je constate que un certain nombre de jeunes sont au chômage, que des gamins sont complètement déscolarisés, et sont livrés à eux-mêmes sur les territoires. Donc j'ai envie d'agir, j'ai agi beaucoup et j'ai encore envie d'agir en m'appuyant sur une idéologie, sur une utopie. C'est-à-dire qu'il peut y avoir quelque chose de mieux qui peut se passer sur les territoires sur lesquels on est.



Je suis inquiète quand on dit que tout va bien sur des territoires, alors que je constate que un certain nombre de jeunes sont au chômage,

Bonsoir moi je ne suis pas de la Villeneuve, je suis de Marseille. (Exclamations, rires).

Moi je vous entends réagir depuis tout à l'heure, c'est vrai qu'on a l'impression que dans votre quartier, c'est une ville de bisounours, c'est bien ! Quand je vois toutes ces têtes de couleur, des blancs des blonds, des bruns, des frisés, des cheveux raides... Je me dis que moi dans mon quartier j'aurais aimé avoir cela. Mais un moment dans mon quartier on m'a enlevé tout ça...

Le voisin avec ses yeux bleus, qui quand que je voyais, je voyais la mer... **Et donc j'avais envie de ça.**

Aujourd'hui on nous parle, comme le disait Saïd, de la mixité sociale. Nous dans le quartier, on a de la rénovation urbaine, on nous dit qu'on va nous faire des appartements pour la mixité sociale, pour la location libre. Je leur dis : non la mixité sociale

ne marchera pas. Ce qu'il faut faire, c'est défausser le système : **le système des commissions d'attribution.**

C'est à cela qu'il faut que l'on s'attaque. Aujourd'hui on fait les conseils citoyens. Dans les conseils citoyens vous n'avez que des habitants. Aujourd'hui à Marseille, pour donner mon exemple, vous avez des associations qui viennent d'ailleurs, - excusez-moi pour « les blancs »- et qui viennent nous dire, à nous, comment on doit réfléchir, comment on doit s'organiser. Quand je leur dis, qu'il n'y a personne qui me donne la leçon ou que personne ne me dit ce que je dois faire parce que je suis française et que je réfléchis comme une française. Je n'ai pas la couleur.

Mais je mange français je me couche français, je me lève français, je suis mariée avec un Français. Donc je n'ai pas besoin de me justifier à chaque fois, et de dire mais je suis française ! Cela ne me vient pas à l'idée ! La France joue, je ne vibre pas, l'Algérie

joue, je vibre ! Parce que c'est dans mes gènes, je le transmets à mes enfants, **parce qu'il y a une histoire qui me manque.**

J'ai eu un père, et j'ai toujours un père mais il est décédé, qui m'a pris mon histoire. Avant j'avais peur de dire à un Français : écoute tu veux qu'on vive ensemble, alors écoute moi. J'ai vécu avec les juifs. Mon grand-père a vécu avec les juifs et avec les chrétiens ! **Pendant que toi en France, les juifs tu les as vendus pour rien, pour un saucisson ou une bouteille de vin.** Je pense qu'il faut qu'on arrête cette hypocrisie. Il faut que les gens en face acceptent.

Aujourd'hui en France, on a un État hypocrite et on devient hypocrite nous aussi. Et on rentre dans ce système-là. Je ne veux vexer personne parce que moi la France je la chérie, elle est chère en mes yeux. La France c'est mon pays. Et ce qui se passe aujourd'hui, c'est un résultat voulu par les politiques. Il faut qu'on arrête de se fermer les yeux. Dire qu'une femme voilée dérange quand elle travaille à l'hôpital, mais une femme voilée qui nettoie les cabinets cela ne dérange personne, elle a le droit de travailler. Pour moi il y a cette hypocrisie qu'il faut arrêter.

Les techniciens attendent souvent d'être à la retraite pour venir nous expliquer que la politique, ce sont des « salopards ». On le sait. Mais nous ce qu'on veut, ce qu'on attend d'eux c'est qu'ils travaillent avec nous pendant qu'ils sont au travail et nous explique les choses pour qu'on puisse dénoncer les choses. C'est cela qu'il faut qu'on comprenne.

Merci Saïd, parce que plus je t'écoute, plus je suis contente de réagir comme cela. Et je suis contente de prendre mon destin en main et de dire à la personne en face de moi : ferme-la, moi aussi j'ai le droit de parler et je vais faire en sorte que tu ne parle plus à ma place. J'espère qu'on sera tous comme ça. (applaudissements) Et je fais parti de la coordination nationale « Pas sans nous » et je suis déléguée régionale de la région PACA.



Moi la France je la chérie, elle est chère en mes yeux. La France c'est mon pays. Et ce qui se passe aujourd'hui, c'est un résultat voulu par les politiques.



fréquentation des musées, sur toutes ces choses-là. Il faut donc qu'on arrive absolument à ce que l'éducation nationale s'intéresse vraiment à la qualité des enfants qui lui sont confiés, et de la richesse qu'ils ont. Du fait qu'ils sont descendants d'enfants qui connaissent l'histoire de l'esclavage, d'autres qui connaissent l'histoire de la colonisation, tout ça ce sont des points qui sont essentiels et dans les points essentiels il y a aussi, dans le quotidien qu'on vit ensemble, dans notre quartier, prenons-le en charge ensemble.

Si il y a des soucis sur ce quartier - la gestion des déchets par exemple - et bien prenons du temps pour travailler là-dessus. Cette situation de prise en charge est éducative. Elle est potentiellement riche en apprentissage y compris les apprentissages classiques, scolaire.

Et c'est là-dessus qu'il faut donc que l'éducation fasse une révolution et on n'aura pas de points d'accès à un autre monde sans passer par une autre école.

Je voudrais intervenir sur un aspect qui a été laissé de côté, j'ai l'impression, par la gauche et l'extrême gauche le laisse de côté de manière générale. **C'est le sujet de l'éducation.** Parce que quand on nous dit qu'il faut que tout le monde puisse bénéficier des mêmes droits, en France, on bénéficie des mêmes droits à l'éducation ! Mais on ne regarde pas plus loin que cela, le fait que l'ascenseur social soit en panne par exemple. C'est embêtant mais l'ascenseur social c'était quoi ?

C'était quelques personnes qui réussissaient à changer de

classe sociale pendant que les autres étaient maintenus dans l'état dans lequel ils étaient. Et ça, cette donnée là elle n'a absolument pas changée. 80 % des enfants de milieux populaires ne sortiront pas de leur classe. Et moi je donne toujours le même truc en disant : « Dieu a dû faire naître que des cons chez les pauvres ! ».

Ce qui cloche c'est que les milieux populaires – et de tout temps, quand j'étais gosse c'était pareil – c'est que l'on n'est pas recevables, écoutés, intéressants. Ceux qui sont intéressants, ce sont ceux qui viennent du haut de la mixité sociale. Ils sont sur la même longueur d'onde, sur la



Moi je voulais rebondir sur le couscous ! Je suis d'origine française, donc ce n'est pas pour stigmatiser ceux qui ne sont pas d'origine française, mais c'est pour expliquer mon parcours un peu. En fait, j'étais nulle en histoire... Non, je vais commencer par le couscous. Parce que tout le monde aime le couscous. Donc il y a trente ans les femmes qui venaient d'Algérie faisaient du couscous pour les voisins, elles ne parlaient pas bien français, elles donnaient ce qu'elles pouvaient. Elles ont fait des enfants, les enfants ont grandi et ont commencé à bien parler. Mais les enfants ont commencé à travailler, ils en ont eu marrent de faire du couscous. Donc ils n'apportaient plus le couscous au voisin. Et il y avait des voisins bien gentils qui donnaient des bonbons. Parce qu'il y en a qui sont gentils aussi chez les Français. Mais il y a d'autres qui aimaient bien le couscous et qui n'ont plus de couscous et qui disent : les Arabes d'à côté et bien ils font plus de couscous ! Et maintenant il se mettent à parler ? Donc ça va plus, ils vont être à égalité avec nous !

Et après on m'a parlé de la guerre d'Algérie mais comme j'étais nul en Histoire et d'origine française cela ne m'a jamais touché, et je suis allée regarder des reportages, et j'ai écouté les témoignages. Et j'ai été ahuri, quand j'ai vu 1 million de morts, sur 3 millions d'habitants ! **J'ai vu des crimes atroces, des femmes violées devant leurs familles, et j'ai dit c'est ça la France ? Je me suis dit, je ne veux pas être une française comme ça.** Mais je sais pourtant qu'il y a des Français qui sont bien, ne les oublions pas !

Ce sera très rapide. Pour rejoindre ce que Monsieur a dit sur l'éducation, c'est vrai que l'on nous bassine aujourd'hui avec l'idée qu'en réalité celui qui veut, il peut. Et on nous met en avant quelques rescapés du système éducatif, qu'on va propulser dans les médias et on va dire : voilà l'exemple. Mais ce qu'il faut regarder, c'est le discours qu'il y a en dessous : celui qui dit que si vous n'avez pas réussi, c'est de votre faute. Cela s'est joué pour la classe ouvrière non issue de l'immigration, de la même façon ! C'est ce qu'on appelle le « Tokenisme » : ouvrir un système de domination à la marge pour mieux le reproduire. Je mets une femme et je dis regardez il n'y a plus de sexisme. J'en ai mis une, toutes les autres continuent à avoir 30 % de salaire en moins mais j'en ai mis une comme ministre et je dis regardez !



Notre système scolaire fonctionne comme cela. Il y en a quelques-uns qui sortent de la reproduction sociale, moi je les appelle des rescapés. Et je le dis parce qu'on commence à le faire avec les militants associatifs. Dès qu'il y a une association, une dynamique qui commence à se faire, vous allez avoir plein d'invitation, on va vous promener, on va vous dire : regardez on a avec nous l'habitant qui va vous parler de démocratie participative dans le quartier ! Et on le promène comme ça et malheureusement il y a des habitants qui s'y prennent, parce qu'on a tout besoin de narcissisme, et on finit par se couper soi-même de notre propre expérience.

La deuxième chose sur laquelle je voudrais réagir c'est les identités. **Arrêtons de nous poser des questions sur les identités.** Quel identité j'ai ? C'est quoi ? etc...

Je vais vous raconter une histoire : match de foot quand j'étais adolescent qui illustre bien les délires sur les identités nationales ou les identités personnelles. Donc match de foot international, demi-finale : France-Algérie. Mes parents sont algériens donc : drapeau algérien. Le lendemain : France-Allemagne. Les mêmes ! : Allez la France ! Vive la France ! Etc. Le vendredi ils étaient algériens, le samedi ils étaient français ! **L'identité et situationnelle ! L'identité française est plurielle et c'est très bien ainsi.** Par contre les pouvoirs publics aujourd'hui, l'essentiel de la classe politique, ne tirent pas des conclusions de cette identité plurielle.

L'islam n'est pas un islam importé. C'est un islam qui est français. L'identité française comprend une part d'arabité, de maghrébinité, de berberité et il faudra faire accepter cela ! De toute façon c'est quoi notre choix ? C'est soit un camp d'extermination, soit regarder le réel et prendre le peuple tel qu'il est. Tous ceux qui prétendent, qui pensent qu'on va pouvoir prendre dans le peuple, et transformer son identité de force, nous préparent des régimes fascistes.

Bonsoir je voulais dire que c'était très bien qu'on ait ce temps de parole et de partage entre nous et qu'on a besoin de moments comme celui-là surtout par rapport aux grands défis qui sont posés aujourd'hui dans l'évolution de la société. On en a particulièrement besoin de notre quartier. Il ne faut pas qu'on aille dans le repli chacun pour soi et dans une société où on débat. Vous avez beaucoup employé l'expression de se « méfier des choses » !

Mais méfions-nous aussi des discours d'autorité. Je dirais y compris du vôtre aujourd'hui. Parce que vous avez avancé des choses comme des vérités donc pour moi sur certains points, sur beaucoup je les partage, et notamment sur l'idée qu'il faut faire avec les gens et que ce sont les gens concernés qui eux-mêmes ont autorité à parler de leurs besoins et de leurs projets. Mais sur d'autres questions vous avez dit des choses que je ne partage pas tout à fait.

La question n'est pas tellement là, ce que je voulais aussi ajouter c'est qu'on a la chance d'être dans un pays où on a le droit de vote. Le droit de vote... (Interruptions de par la salle). Effectivement, vous avez raison, il y a eu un débat sur la

Saïd Bouamama

L'islam n'est pas un islam importé. C'est un islam qui est français. L'identité française comprend une part d'arabité, de maghrébinité, de berberité et il faudra faire accepter cela !

participation du vote des étrangers. On peut constater que ce serait mieux effectivement si cela existait. Mais il n'y a pas beaucoup de pays où ça existe. Et il y a beaucoup de pays où il n'y a pas de droit de vote. Alors ce que je voulais dire, c'est que c'est important qu'on articule nos points de vues, que l'on ait plus de discussions entre nous, y compris dans le quartier. Répondre aux défis, par exemple celui de l'emploi des jeunes, les gens au chômage, la pauvreté. Mais qu'en même temps on n'aille pas dans un système anarchique du chacun pour soi. Il faut aussi qu'on soit dans un système... (Interruption de la salle) et qu'on soit au contraire dans un système où il y ait plus de recherche de complémentarité et de confiance, y compris dans les structures qui existent dans notre pays.



Je voulais simplement relativiser un tout petit peu sur la question de l'éducation parce que ce problème par exemple me touche. Je travaille beaucoup, sur la mémoire, l'esclavage, la guerre d'Algérie que j'ai vécu enfant, avec beaucoup de mes parents qui ont disparus définitivement bien sûr, comme tous les disparus ! Et quand je dis disparu, il ne s'agit pas de morts. Il s'agit de morts sans tombe, sans sépulture.

Je termine en disant, encore une fois, que ce travail sur la mémoire, sur l'histoire doit se poursuivre qu'il est essentiel et vous avez raison bien sûr, qu'on ne nous a pas tout dit. Je voulais simplement encore une fois rendre hommage à tous ces historiens, à tous les hommes qui ont fait un travail fantastique depuis des années. Ce n'est pas la peine de les citer. Sur la colonisation, c'est vrai qu'il y a eu du travail et c'est pour cela que je voulais simplement dire que personnellement, modestement, moi je leur dois beaucoup. Je n'aurais pas pu transmettre ce que je sais s'il n'y avait pas eu des programmes qui m'encourageaient et qui me donnaient à nous enseignants, ce moyen de transmettre.

Alors on dit facilement les musulmans, parmi les gens qui sont considérés comme musulmans, moi je connais pas mal qui ne sont pas croyants, qui sont de familles musulmanes et ceux-là on ne les prend pas en compte en tant qu'athée. En général je voudrais parler de la loi de 1905 qui nous permet de vivre ensemble, disons que c'est une loi qui nous permet, quelque soit notre croyance, d'avoir les mêmes droits. C'est quelque chose qui est très important, parce que cela permet à tout le monde d'être sur le même pied d'égalité. On n'en parle pas suffisamment. Je voyage quand même de temps en temps un peu à l'étranger ou je reçois des personnes qui viennent de l'étranger, tout le monde nous envie cette loi. Les Allemands, les Polonais les Espagnols pareils. Ils auraient besoin d'une loi qui nous mette tous sur le plan d'égalité ou personne ne revendique la supériorité de sa croyance, quelle qu'elle soit.



Annexe 1



Bonsoir, je viens de Marseille, je suis maintenant à Grenoble. Je suis content de partager cette soirée avec vous. Je voulais commencer à féliciter vraiment ceux et celles qui auront permis d'organiser cette soirée parce que cela permet d'avoir un curseur et de sentir qu'on n'est pas seul. Et puis qu'il y a une sensibilité, il y a quelque chose qui est en train de se faire et cela va faire tâche. N'en doutons pas. Juste mon intervention, c'est sur la question de l'identité. Il me semble qu'il y a juste un fil qui pourrait permettre de rendre un petit peu plus compréhensible cette question de l'identité : c'est ce concept d'État-nation que la France a contribué à imposer au monde. Et si l'école ne fonctionne pas dans le sens où on le souhaiterait, c'est que l'école participe de cette idéologie nationale qui est en train de pourrir le monde. Et encore une fois où la France est en tête de ligne.

L'État est un concept politique et permet effectivement d'avoir une portée universelle. La nation telle qu'elle a été conçue en France c'est l'ethnie, c'est la race. L'État-nation c'est un État pour une nation. Cela veut bien dire que dans toutes les sociétés qui aujourd'hui sont des sociétés de rencontre, de mélange, de « tout le monde » comme le dit Glissant, on considère que l'État est pour une nation et pour les autres, il y a des camps de réfugiés, des quartiers ghettos, etc. Ils sont hors nation et l'État n'est pas pour eux. Aujourd'hui le travail consiste bien à décoloniser l'État, et ramener la nation à ce qu'elle est. Parce que moi aussi je suis un nationaliste antillais, je suis un Césaire, Je suis un Fanonien. La nation est un concept culturel, laissons la nation aux poètes, aux écrivains et aux cinéastes ! Aimé Césaire a écrit « Les armes miraculeuses » pour nous inviter, nous antillais, non pas à prendre des Kalachnikovs mais à défendre notre position dans cette république universelle, à partir de ce que nous sommes.

Nous sommes des enfants de l'esclavage. L'esclavage ce n'est pas en 130 ans ! C'est 300 ans à partir duquel on a commencé à hiérarchiser les humanités. L'humanité hiérarchisée depuis le laboratoire des Antilles jusqu'à maintenant ça continue. C'est la même histoire. J'appelle vraiment à la réflexion sur cette distinction dans ce concept d'État-nation, et de voir qu'il y a un grand écart qui est en train de déchirer la France, entre ce concept d'État - qui est un concept universaliste, et qui peut vraiment nous permettre d'aborder le social et de régler les choses de façon planétaire - et le concept de nation qui est simplement le concept de nos cultures. Les cultures sont faites pour échanger, pour partager, pour vivre ensemble, pour manger du couscous !

En complément vous trouverez dans ces annexes deux documents.

Le premier est la retranscription des «micro-trottoirs» que nous réalisons dans le cadre la préparation de chacune de nos rencontres «pourcomprendre». Ces micro-trottoirs nous servent ensuite pour alimenter et construire nos rencontres.

Le second document est un article transmis par Saïd Bouamama : « Un racisme post-colonial », Extrait du livre collectif Culture post-coloniale

MON QUARTIER, QU'EST-CE QUE J'EN DIS ? QU'EST-CE QU'ON Y VIT ?

MICRO-TROTTOIR RÉALISÉ PAR L'ASSOCIATION " MIX'ITÉ "

En préparation de la soirée débat, nous avons mené des discussions de trottoir avec une cinquantaine de personnes, tout au long du mois de novembre 2015. Voici la synthèse de ces discussions avec des femmes et des hommes entre 14 et 70 ans à Villeneuve, l'Avenue Marie

La question avec laquelle nous avons commencée était celle du titre « *Mon quartier, qu'est-ce que j'en dis ? Qu'est-ce qu'on y vit ?* », suivie par la question de faire une description rapide du quartier. Assez rapidement nous les avons remplacée par la question « *Est-ce que vous avez l'impression de vivre dans un ghetto ?* », plus provocateur, il était plus facile pour les gens de réagir.

• REMARQUES POSITIVES SUR LE QUARTIER

- ▶ C'est un beau quartier où il fait bien vivre, il y a un superbe parc
- ▶ J'ai de bonnes relations avec les gens, relations sociales, solidarité « on vit ensemble on s'aide entre nous »
- ▶ Tissu associatif
- ▶ Cosmopolite, diversité culturelle
- ▶ Le respect mutuel entre les jeunes et les vieux.
- ▶ « Il faut pas écouter les médias. Il faut venir découvrir avant de juger » (14 ans).
- ▶ Rénovation urbaine en cours

• REMARQUE NEUTRE

- ▶ C'est un quartier comme un autre; « je traverse le quartier, je n'ai rien à y faire ».

• REMARQUES NÉGATIVES

- ▶ Bruit des motos
- ▶ Incivilités, « il n'y a plus de respect pour les aînés »
- ▶ Peur pour les enfants
- ▶ Déchets, saletés
- ▶ Trop de béton « ce qui me manque, quand j'ouvre les volets le matin, de ne pas voir l'océan, le

soleil, comme dans mon village au Maroc ».

- ▶ Squat « ça fait peur quand il est tard, minuit passé »
- ▶ Le chômage

Il y a un consensus dans les réponses pour dire que le chômage est au cœur des problèmes dans le quartier et les jeunes sont cités comme premiers concernés.

« *Ce qui est un problème dans le quartier ce sont des jeunes car ils n'ont pas de boulot* » ; « *Les jeunes de ce quartier ne trouvent pas/peu du travail facilement car ils appartiennent à ce quartier* » ; « *Je ne sais plus quoi dire aux jeunes. Avant je pouvais leur faire la morale, il y avait du travail, mais maintenant je ne peux plus. Les boulots il n'y en a plus. Un jeune ne va pas travailler pour 50 euros, s'il peut gagner 500. Les jeunes partent dans d'autres pays, la Suisse, l'Allemagne* ».

• POLÉMIQUE

Les points qui font polémiques lors des discussions : Si on peut considérer le quartier comme un ghetto ; le rôle que joue et devrait jouer la police et comment les « autres » devraient se comporter. Le mot ghetto est associé à une homogénéité « ethnique », à la fermeture du quartier et par l'abandon de celui-ci par les commerces et structures publiques. Les causes de l'abandon ne font pas consensus. Ont été évoqué : le manque de pouvoir d'achat comme cause de la fermeture des commerces et une décision politique de ne pas investir dans le quartier. Une autre opinion par contre était que justement toutes

les services et commerces étaient à proximité pour que les gens ne sortent pas de leur quartier. Si certains habitants expriment un sentiment d'enfermement, la question se pose où se trouvent les frontières et qui les garde ? (Racisme, regards, rôle de la police). En tout cas, la présence policière en 2010 est vécue comme un traumatisme avec un effet long terme sur le quartier.

• ENFERMEMENT

« *Nous, on est des rats en laboratoire. Ici on a tout dans le quartier, une boulangerie, le foot, l'école, c'est pour éviter qu'on sorte. C'est pour ça qu'il y a un repli sur soi-même. On est dans un système autarcique. Quand on sort c'est pour signer des choses.* »

A la question qu'est-ce qu'il empêche de sortir ? Il répond que pour les parents, c'est la pénibilité du boulot, « *on est moins disponible pour les enfants* », mais pour d'autres c'est aussi pour éviter une confrontation avec le racisme qui attend les habitants à l'extérieur du quartier.

« *Les français veulent qu'on pense comme eux. Ils nous rejettent à travers des contrôles policières, avec des mots qui blessent. On reste entre nous, discret. Je ne vais même plus en centre-ville. On peut respecter la loi mais ils ne veulent pas de nous. Ils le font savoir par le regard, par des petits mots à la caisse.* »

Certains disent : « *dès que je sors de mon quartier, je suis moins en sécurité* », tandis que d'autres ont l'impression que le quartier est dangereux. [Le quartier protégerait les arabes contre les regards et les

mots blessants car dans le quartier ils sont/se sentent majoritaires. Plusieurs ont dit qu'ils se déplacent plutôt dans les quartiers au sud de Grenoble (Villeneuve, Echirolles, Saint Martin d'Hères) mais qu'ils évitent le centre-ville. Pour les Rroms la situation est encore pire. Ils ne se sentent même pas à l'abri du racisme dans le quartier. Une des personnes rencontrées raconte la violence et la stigmatisation qu'il subit à Villeneuve.

• POLICE

« Un des problèmes dans le quartier est la police. C'est du harcèlement. Sur un contrôle c'est toujours les mêmes qu'on contrôle. Ils parlent méchamment aux gens jeunes. Ils sont méprisants dans leur façon de parler. »

« Ce quartier n'est pas loin du ghetto, la police municipale n'y intervient pas. Ils arrêtent à la frontière du quartier suivant une directive de ne pas y entrer. Il en faudrait plus de police. (H 50 ans) »

La présence massive de la police dans le quartier de la Villeneuve en été 2010 a été déterminante pour le rapport entre elle et les habitants. Ce traumatisme a des conséquences long-terme sur les relations de confiance dans le quartier. « Sarkozy a bousillé la Villeneuve. Les flics ont défendu les portes des gens. Les flics disaient aux jeunes « à qui le tour ». Ils ont traumatisé les gens. Avant, dans les fêtes, ça rassemblait du monde et maintenant il n'y a personne. »

• MIXITÉ/ CHANGEMENT

Un thème récurrent, qu'abordent des personnes de profils très différents, est celui de la mixité et comment elle évolue. Tandis que beaucoup soulignent la qualité des relations dans le quartier et la richesse de la diversité, d'autres voient une dégradation des liens à cause de la précarité, d'être dans la survie ou parce qu'ils se regroupent par communauté. Il y aurait un manque de mixité, qui se traduit par des commerces « ethniques » ou « communautaires » et le marché « arabe ». Certaines personnes « blanches » ne se reconnaissent plus dans le quartier, qu'il y a

trop de magasins « exotiques » et se plaignent que « toutes les boucheries sont halal, qu'il n'y a pas de choix ». « Le quartier n'est pas un ghetto, un ghetto pour moi est une zone où les gens sont regroupés par ethnie pour qu'ils restent entre eux. Ce n'est pas la bonne chose, même si on vit bien quand même. Ça changé, il y avait 20 ans il y avait plus de mixité. Ce n'est pas évident de sortir du quartier. Il faut de la formation, du travail, l'école. »

« La population a changé, il y a moins de mixité. Il y a beaucoup de personnes étrangères, plus intégristes. Ils ont changé le style vestimentaire et la façon de se comporter, mais il n'y a pas d'hostilité. »

« Au Village Olympique la place est morte vivante. Le quartier n'est plus comme avant. Il y avait plus d'humanité, comme le partage du goûter avec les enfants. C'est triste. C'est à cause du chômage. On essaye de rester digne pour nos enfants, on s'occupe de soi, on reste belle. La drogue détruit les enfants. Ce qu'il change aussi c'est qu'on ne sait pas si l'autre a à manger ou pas. On a fait des ghettos. Pourquoi on ne nous donne pas des appart dans des beaux quartiers ? Toute la pauvreté, on la subit. On abandonne les gens à leur misère, par exemple les femmes seules. Il n'y a pas d'accompagnement. On ne sort pas du quartier. »

« Je regrette qu'il n'y a pas une vraie mixité. Quand ils ont repeuplé la VN, ils ont trop mis la même population. Au début dans mon immeuble de 15 étages de 4 logements, il avait deux femmes arabes, maintenant c'est 2/3. Et il y a des africains, des turcs. » Ça ne me dérange pas, j'ai habité en Afrique, je suis née en Afrique, mais ici ça ne mélange pas. Il manque la mixité, il y a trop de gens de la même communauté. Ils sont tous musulmans, il y a peu de chrétiens. Nous on doit aller ailleurs pour nos courses ». Au début il y avait une supérette dans le quartier, un bar, etc. Le halal en soi ça ne me dérange pas car avant il y avait une très bonne boucherie halal où

j'allais mais je veux avoir le choix. Mais même ces magasins [arabes] ferment. La population [ici] est fragile. »

► Un directeur de l'école avait dit à une mère d'une fille « blanche » en CM2 qui s'en sortait bien à l'école : « ne mettez pas vos enfants au collège de V.O. ».

• CAUSES PROFONDES DU MAL-ÊTRE AUTRE QUE LE CHÔMAGE ?

Une femme (blanche) âgée de 70 ans qui habite le quartier depuis 1968 : « Ce n'est pas que je n'aime pas le quartier mais je n'aime pas ce qu'il est devenu. Depuis le 7^e étage, je les vois les voitures qui brûlent. Le procès [dans le cadre du meurtre de Kévin et Sofiane] a commencé et on peut s'attendre aux voitures qui crament. (...) La colère je ne comprends pas bien. Mes enfants avaient beaucoup d'amis maghrébins qui venaient à la maison. Pour ceux-là je ne comprends pas, il y avait aucun problème. La génération actuelle est mal à l'aise. Elle est traitée de la même façon mais ils ne se sentent pas français. Au match ils sortent le drapeau algérien.

Q : mal à l'aise, peut-elle avoir un rapport avec la période coloniale ?

R : l'Histoire coloniale resurgit car on en parle beaucoup (par historiens, émission TV) mais les jeunes connaissent mal l'histoire de leurs parents. La paix est signée. Ce qu'ils nous en veulent comme ça....ils ne l'ont pas vécu mais c'est sûr qu'ils nous en veulent. On ne peut pas vivre dans le passé comme ça. C'est pour ça que les gens sont hostiles aux étrangers, parce qu'ils ont peur.

UN RACISME POST-COLONIAL,

EXTRAIT DU LIVRE COLLECTIF CULTURE POST-COLONIALE

Après Culture impériale et Culture coloniale, Nicolas Bancel et Pascal Blanchard publient aux éditions Autrement un troisième volet intitulé Culture post-coloniale. Comme son nom l'indique, ce livre collectif traite des multiples manières dont le passé colonial de la France « marque en profondeur » le présent, dans des champs aussi divers que la « coopération », la « francophonie », les « politiques d'immigration » et « d'intégration », l'aide humanitaire, le « tourisme ethnique », la culture de masse ou encore les débats sur « la mémoire collective ». Nous en proposons un extrait : sollicités pour répondre à la question « Peut-on parler d'un racisme post-colonial dans la France de 2006 ? », Saïd Bouamama et Pierre Tevanian ont répondu par l'affirmative, en précisant pour quelles raisons et en quel sens.

À la question « [Peut-on parler d'un racisme post-colonial ?](#) », nous répondons par une autre question : Comment peut-on ne pas en parler ? Comment peut-on parler des formes contemporaines du racisme sans évoquer deux de ses principales généalogies : les systèmes esclavagiste et colonial ? Comment peut-on nier qu'existe aujourd'hui un profond racisme qui trouve son fondement dans des institutions, des pratiques, des discours et des représentations qui se sont élaborées dans le cadre de l'empire colonial français ? Comment peut-on le nier, par exemple, alors que les enquêtes d'opinion mettent en évidence une forme de mépris ou de rejet spécifique, plus fort et plus durable, à l'encontre des immigrés originaires de pays colonisés ?

De ces enquêtes ¹, il ressort en effet que, depuis plusieurs décennies, deux phénomènes sont observables : d'une part, les vagues d'immigration les plus récentes sont toujours les plus dépréciées, les plus craintes ou les plus méprisées, tandis que le temps dissipe peu à peu cette crainte et ce mépris ; d'autre part, les immigrés issus de pays anciennement colonisés, notamment d'Afrique, font exception à cette première règle. En d'autres termes, il convient de distinguer le stigmatisme xénophobe, qui

n'existe sous une forme exacerbée que pour les nouveaux arrivants, et le stigmatisme raciste, qui cristallise des représentations beaucoup plus profondément enracinées, et qui par conséquent ne perd pas - ou très peu - de sa force avec le renouvellement des générations et leur enracinement en France.

Si les immigrants italiens, polonais, arméniens ou portugais ont pu être, à leur arrivée en France, l'objet de discours infâmants et de mesures discriminatoires d'une grande brutalité, souvent comparables par leur forme et par leur violence à ce que subissent aujourd'hui les immigrants post-coloniaux ², il n'en est pas allé de même pour leurs enfants, et moins encore pour leurs petits-enfants. On ne peut pas en dire autant des enfants d'immigrés maghrébins ou noirs-Africains, seuls condamnés à l'appellation absurde - mais éloquentement politiquement - d'« immigrés de la deuxième ou troisième génération », et aux discriminations qui l'accompagnent.

Si le racisme est, selon la formule d'Albert Memmi, « [une valorisation généralisée et définitive de différences réelles ou imaginaires, au profit de l'accusateur et au détriment de sa victime, afin de légitimer une agression ou des privilèges](#) » ³, il y a bien un racisme spécifique qui s'est

construit comme une légitimation de l'agression et du privilège coloniaux : il y a bien eu essentialisation et naturalisation de « différences culturelles » (notamment la référence musulmane), disqualification « morale » de ces différences, théorisation et production de « l'indigène » comme « corps d'exception » encadré par des dispositifs spécifiques (formalisés notamment, en Algérie, par le Sénatus-Consulte du 14 juillet 1865) ⁴. Et ce racisme culturaliste s'est bel et bien transmis de génération en génération, y compris après les indépendances - et cela sans grande déperdition, comme tout système de représentations non-soumis à la critique et à la déconstruction : on peut difficilement nier que dans la société française contemporaine continuent de circuler - et d'agir - de manière massive des représentations du « Noir », de « l'immigré », du « musulman », du « beur » ou de la « beurette » ⁵ survalorisant une différence « culturelle » (« ils » sont différents de « nous ») en même temps que sont niées les autres différences, notamment de classe ou de « personnalité » (« ils » sont tous les mêmes, et « nous » partageons tous une même « identité nationale »).

1 Cf. Y. Gastaut, *L'immigration et l'opinion en France sous la cinquième République*, Seuil 1999

2 Cf. G. Noiriel, *Le creuset français*, Seuil, 1988 et *La tyrannie du national*, Calmann-Lévy, 1991

3 Cf. A. Memmi, *Le racisme*, Folio actuels, 1999

4 Cf. S. M. Barkat, *Le corps d'exception. Les artifices du pouvoir colonial et la destruction de la vie*, Editions Amsterdam, 2005

5 Cf. N. Bancel, P. Blanchard, *De l'indigène à l'immigré*, Découvertes Gallimard, 1999

Il n'est pas contestable non plus que cette double opération de clivage et d'amalgame produit des représentations clairement infériorisantes (« ils » sont marqués au mieux par la carence ou le retard, au pire par la dangerosité⁶, tandis que « nous » incarnons « la Raison », « l'Universel » et « la modernité »). Il n'est pas contestable enfin que ce discours dévalorisant assure au présent la légitimation d'une situation de domination, de relégation et d'exclusion sociale systémiques.

• DES DISCRIMINATIONS SYSTÉMIQUES ET INSTITUTIONNELLES

Après des décennies de cécité ou de dénégation, l'existence massive de discriminations racistes commence à être reconnue, et beaucoup sont prêts à admettre qu'elles touchent plus spécifiquement les descendants des anciens colonisés. Mais malgré l'existence de plusieurs études soulignant le caractère systémique de ces discriminations⁷, celles-ci restent appréhendées majoritairement comme des phénomènes purement individuels de « méconnaissance de l'autre » ou de « repli sur soi », quand ce ne sont pas les victimes qui sont elles mêmes incriminées pour leur manque « d'intégration » ou leur retard « culturel ». Dans tous les cas, ce qui est nié est l'existence de processus sociaux de production des discriminations, en toute légalité, et par les institutions de la République elles-mêmes, masqués par un principe officiel de non-discrimination, rituellement proclamé mais quotidiennement bafoué⁸. Ce caractère systémique et institutionnel des discriminations est pourtant patent, et il constitue la première analogie repérable avec le rapport colonial : « Outre la série d'analogies qu'on peut saisir entre les deux phénomènes - analogies d'ordre historique (l'immigration est souvent fille de la colonisation directe ou indirecte) et analogies de structure (l'immigration, actuellement, occupe dans

l'ordre des relations de domination la place qu'occupait hier la colonisation) - l'immigration s'est, d'une certaine façon, érigée en système de la même manière qu'on disait que la « colonisation est un système » (selon l'expression de Sartre) »⁹.

Le racisme post-colonial n'est donc pas une simple survivance du passé. Il s'agit au contraire d'une production permanente et systémique de notre société, les représentations héritées du passé étant reformulées et réinvesties au service d'intérêts contemporains. C'est bien notre société qui, au présent, continue de produire des indigènes au sens politique du terme : des « sous-citoyens », des « sujets » qui ne sont pas étrangers au sens juridique mais ne sont pas pour autant traités comme des Français à part entière.

Marx a bien étudié cette interaction entre passé et présent, et le rôle que joue l'imaginaire social hérité¹⁰. C'est à travers cet imaginaire que les hommes déchiffrent leur réalité vécue, déterminent les frontières entre un « nous » et un « eux », et fondent leur action présente. C'est en l'occurrence au travers de l'imaginaire colonial qu'ont été appréhendés les immigrés postcoloniaux des années 60 et 70, et qu'a été légitimée leur relégation économique, sociale et politique : insertion par le bas dans les secteurs les plus pénibles du monde économique, négation des besoins sociaux non liés directement aux besoins productifs, réduction de l'homme à une simple force de travail (et en conséquence non-prise en compte de la vie familiale et de l'inévitable enracinement), injonction à la discrétion et à l'apolitisme. La massification du chômage et de la précarité depuis la décennie 1980 s'est réalisée sur la base de cet ordre des dominations dans lequel les immigrés apparaissent comme dominés parmi les dominés, et les Français issus de la colonisation ont hérité de la place de leurs parents.

• DES " ATTRIBUTIONS CAUSALES " CULTURALISTES, CAPACITAIRES ET DÉPOLITISANTES

L'imaginaire colonial se réinvestit notamment dans la manière d'appréhender les situations d'inégalité réelle. Dans le regard du colonisateur, les inégalités produites par le système colonial ne sont pas niées, mais leur genèse est refoulée, et recouverte par une explication biologique ou culturelle : le manque d'ardeur au travail du colonisé n'est par exemple pas expliqué par le rapport social colonial, qui impose au colonisé des conditions de travail éreintantes tout en le privant de toute initiative et de toute jouissance du fruit de son travail, mais par la congénitale indolence « de l'Africain » ou par l'incorrigible indiscipline « du Maghrébin »¹¹.

Un même mécanisme de décontextualisation, dépolitisation et ethnicisation opère aujourd'hui : ce ne sont plus les discriminations qui expliquent la marginalisation, la « rage » ou le « je-m'en-fichisme »¹² de nombreux jeunes issus de la colonisation, mais une carence de ces jeunes - manque de « repères » ou d'éducation parentale, incapacité ou incompatibilité « culturelle », manque de familiarité avec les « valeurs » de « la République » ou de « la modernité » ... Un ministre est même allé, en novembre 2005, jusqu'à inverser les causes et les effets en expliquant la difficulté de ces jeunes à trouver un emploi par leurs « comportements asociaux »... eux-mêmes produits par la polygamie des parents !

La thématique de « l'intégration », encore dominante dans les politiques publiques ciblant les immigrés ou leurs enfants, s'inscrit dans ce registre culturaliste, capacitaire et dépolitisant. L'appel à l'intégration assigne en effet ses destinataires à une « différence culturelle » irréductible et à une perpétuelle position d'extériorité par rapport à la « communauté nationale » : s'« ils » doivent s'intégrer ou être intégrés, c'est qu'« ils » ne le sont pas encore - la procédure de naturalisation, avec son « questionnaire d'intégration »,

6 Cf. P. Tevanian, « Le corps d'exception et ses métamorphoses », *Quasimodo*, n°9, été 2005, à lire sur LMSI.

7 Cf. V. de Rudder (dir.), *L'inégalité raciste*, PUF, 2000

8 Cf. C. Delphy, « Un mouvement, quel mouvement ? », à lire sur LMSI.

9 A. Sayad, « La « faute » de l'absence », *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, De Boeck Université, Paris-Bruxelles, 1997

10 K. Marx, *Le 18 Brumaire de Napoléon Bonaparte*, Éd. Mille et une nuits, 1997

11 Cf. A. Memmi, *Portrait du colonisé*, op. cit

12 Cf. R. Hoggart, *La culture du pauvre*, op. cit.

est l'une des traductions pratiques de cette logique. Or, c'est bien dans le cadre du système colonial que l'égalité des citoyens a été subvertie au profit d'une conception culturaliste de la Nation, le colonisé ne pouvant pleinement intégrer la citoyenneté qu'en renonçant à son « statut personnel »¹³.

• L'INTÉGRATIONNISME, AUTRE NOM DU RACISME

Le mot d'ordre d'intégration impose également à ses destinataires une obligation de réserve, de discrétion, voire d'invisibilité. Eric Savarèse a montré comment le regard colonial tendait à invisibiliser le colonisé, ou à en faire le simple miroir dans lequel « la France » contemple son propre génie « civilisateur », et Abdelmalek Sayad a montré que cette invisibilisation était reproduite à l'endroit de l'immigration :

« Parce que le rapport de forces est incontestablement en faveur de la société d'immigration - ce qui l'autorise à renverser du tout au tout la relation qui l'unit aux immigrés, au point de placer ces derniers en position d'obligés là où ils devraient au contraire obliger - celle-ci n'a que trop tendance à porter à son bénéfice ce qui, pourtant, est l'œuvre des immigrés eux-mêmes : aussi est-ce fréquemment qu'on présente au moins les aspects les plus positifs (ou considérés comme tels) de l'expérience des immigrés, c'est-à-dire en gros, l'ensemble des acquisitions qu'ils ont su imposer au grès de leur immigration (...) comme le résultat d'un travail diffus ou systématique d'inculcation, d'éducation (...) travail qui consiste à produire ce qu'on appelle les « évolués » (et du même coup, à discriminer ces immigrés « évolutables », « éducatibles », ou « amendables » des immigrés qui ne le sont pas ou ne veulent pas l'être) et dont le mérite revient bien sûr à la société d'accueil et à elle seule »¹⁴

Il en va de même aujourd'hui pour les

13 Cf. E. Savarèse, *Histoire coloniale et immigration*, Séguier, 2000 ; A. Sayad, « Qu'est ce qu'un immigré ? », *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, op. cit., 1997

14 Cf. S. M. Barkat, *Le corps d'exception*, op. cit., 2005

jeunes Français issus de la colonisation : eux aussi sont invisibilisés. Eux aussi sont sommés de ne pas être « ostentatoires ». Eux aussi sont les objets d'une injonction à la politesse et la discrétion alors même qu'ils font quotidiennement l'expérience du mépris et de l'injustice sociale. Et toute stratégie de visibilité de leur part est ressentie comme une menace, un « refus d'intégration » ou un « rejet de la République ».

Au risque de choquer, on peut finalement dire que l'intégration, telle qu'elle est généralement pensée, parlée et traduite en termes de politiques publiques, est moins souvent une alternative à la discrimination raciste qu'une formulation sublimée ou un instrument de légitimation de cette discrimination : si le racisme est le refus de l'égalité, l'intégration est précisément le mot d'ordre qui permet d'évacuer la question égalitaire. En effet, si être « intégré », être « inclus », avoir « sa place » vaut mieux que d'être purement et simplement exclu, ces termes ne disent pas de quelle place il s'agit. Un serviteur a « sa place », il est inclus et intégré - il n'en demeure pas moins subordonné, méprisé et exploité.

Et de fait, dans de très nombreux contextes, parler de « problèmes d'intégration » sert essentiellement à ne pas prononcer d'autres mots, comme domination, discrimination ou inégalité. Le parallèle est à cet égard saisissant entre l'usage du terme même d'« intégration » dans le système colonial et dans le système post-colonial : dans les deux cas, au-delà des nombreuses différences de contexte, c'est la même opération qui est réalisée, à savoir le refoulement des revendications de liberté et d'égalité. Le mot

« intégration » n'est en effet jamais autant utilisé par l'État français que lorsque les colonisés réclament l'égalité des droits, l'autodétermination ou l'indépendance - ou, plusieurs décennies plus tard, à partir de 1983, lorsque leurs descendants « marchent pour l'Égalité »¹⁵.

15 Cf. S. Bouamama, *Dix ans de marche des beurs*, Desclée de Brouwer, 1994

• "INTÉGRER, RÉPRIMER, PROMOUVOIR, ÉMANCIPER "

Le système postcolonial reproduit aussi des opérations de division et de compartimentage des individus issues du système colonial : une masse à intégrer, une masse à réprimer, une élite à promouvoir, des femmes à « émanciper ».

Une masse à intégrer. « Handicaps culturels », « résistances », « inadaptation de l'islam à la modernité » ou à « la laïcité », manque « d'efforts d'intégration » : nous retrouvons dans tous ces clichés l'une des principales marques du « portrait mythique du colonisé », qu'Albert Memmi avait en son temps nommée « la marque du négatif ». Nous retrouvons le motif de « l'arriération » et du « retard », et son pendant : la mission « civilisatrice » de l'État français.

Une masse à réprimer. Dès qu'il s'agit de jeunes des quartiers populaires, et plus particulièrement de ceux qui sont issus de la colonisation, le refus et la révolte devant les inégalités sont d'emblée mis en illégitimité. Leurs actes étant perçus à travers un prisme étroitement culturaliste, ne sauraient avoir une signification, une valeur et a fortiori une légitimité sociale ou politique¹⁶. De par leur « refus d'intégration » ou leurs caractéristiques familiales et/ou culturelles et/ou religieuses, les jeunes revendicatifs ne peuvent apparaître que comme « anormaux » - ou pire : porteurs de normes et de valeurs dangereuses pour l'ordre social.

Des « rodéos des Minguettes » de 1981 aux émeutes de novembre 2005, le recours systématique, quasi-exclusif et disproportionné à la « fermeté », à la surveillance et à la répression des mouvements de révolte est un autre point commun avec le modèle colonial. Plus largement, tout comportement dissident, déviant ou simplement « déplacé » de la part d'un jeune issu de la colonisation fait l'objet de jugements moraux qui s'apparentent, par leur outrance, leur généralité et leur contenu, aux doléances du colon à l'encontre du colonisé. Le « portrait mythique du postcolonisé » reproduit

16 Cf. F. Athané, « Ne laissons pas punir les pauvres », à lire sur LMSI.

dans une large mesure le « portrait mythique du colonisé » dont Albert Memmi avait en son temps analysé la structure et la genèse. C'est ainsi qu'on parle, aujourd'hui comme au temps des colonies, de « territoires » à « conquérir » ou « reconquérir », d'espaces « décivilisés », de « sauvages » ou de « barbares », de « défaut d'éducation », de nécessaire « adaptation » de nos dispositifs pénaux à des populations « nouvelles », radicalement « différentes » des jeunes de jadis, vivant « en dehors de toute rationalité »¹⁷.

Au-delà des mots, les pratiques politiques et policières jouent, sur un mode heureusement moins extrême, une partition qui s'est largement écrite dans un contexte colonial : qu'il s'agisse du couvre-feu, de la « guerre préventive » que constituent les contrôles policiers à répétition ou les dispersions intempestives dans les halls d'immeuble, de la pénalisation des parents pour les fautes des enfants, ou encore des méthodes de gestion de la contestation politique (diffamation, criminalisation, appel aux autorités religieuses locales pour pacifier une émeute ou détourner la population d'une action politique protestataire), les autorités instaurent en banlieue des modes de gestion qui violent un certain nombre de principes fondamentaux (comme la présomption d'innocence, le principe de la responsabilité individuelle, le principe de laïcité), et qui par conséquent apparaissent comme des anomalies au regard d'une certaine tradition du Droit français, mais qui ne tombent pas du ciel. Si l'on se réfère à l'autre tradition française, à la part d'ombre que constituent le Droit d'exception et les techniques de pouvoir qui se sont inventées et expérimentées dans les colonies, alors l'actuelle « dérive sécuritaire » perd beaucoup de sa nouveauté et de son exotisme.

Une élite à promouvoir. Que ce soit pour disculper le « modèle français d'intégration » (en montrant à la masse en échec qu'« on peut s'en sortir », et que par conséquent chaque individu est seul responsable de son malheur) ou pour servir d'« intermédiaire » avec les autres « jeunes » au prétexte d'une proximité culturelle, ou encore pour

17 Cf. P. Tevastian, *Le ministère de la peur*, op. cit.

occuper des postes ethnicisés au prétexte de spécificités, partout se décline une injonction idéologique à la déloyauté, dans des modalités proches de « l'évolué » ou du « peau noire, masque blanc » tel que l'analysait Franz Fanon.

Des femmes à « émanciper », malgré elles et contre leurs groupes familiaux. Les débats autour de la « loi sur les signes religieux » ont mis en évidence la persistance des représentations coloniales sur « l'hétérosexualité violente » du « garçon arabe » ou du « musulman » et sur la soumission de sa femme et de ses filles. Le fait même de récuser la parole des premières concernées, et de les sommer de se dévoiler, sous peine d'exclusion et de décolarisation - en d'autres termes : de les « forcer à être libres » - relève d'une conception de l'émancipation qui fut celle des colonisateurs¹⁸.

• L'ENJEU DE LA NOMINATION

Deux précisions s'imposent, pour finir, en réponse à des objections récurrentes. Tout d'abord, dire qu'il existe un racisme post-colonial ne revient pas à dire que ce racisme est le seul à l'œuvre dans la société française de 2006, que la colonisation est la seule source du racisme, et que les pays qui n'ont pas eu d'empires coloniaux n'ont pas leurs propres racismes, avec leurs propres fondements historiques. Il est évident qu'il existe en France d'autres racismes, c'est-à-dire d'autres formes de stigmatisation irréductible à la xénophobie : les racismes anti-juifs et anti-tziganes notamment - ou même des formes radicales de mépris social à l'égard de « blancs pauvres » qui s'apparentent à un « racisme de classe ».

S'il est parfois utile de le rappeler, il est en revanche absurde, malhonnête et irresponsable de suspecter ou d'accuser a priori - comme beaucoup l'ont fait¹⁹ - de « colonialo-cen-

18 Cf. N. Guénif-Souilamas et E. Macé, op. cit. et C. Delphy, « Antisexisme ou antiracisme : un faux dilemme », *Nouvelles questions féministes*, Volume 25, n°1, « Sexisme et racisme », janvier 2006.

19 Deux exemples particulièrement caricaturaux : Fadela Amara et Philippe Val. La première, réagissant dans une tribune

trisme », de « concurrence des victimes » voire de « banalisation de la Shoah » ou d'antisémitisme toute personne qui se consacre à l'analyse ou au combat contre les racismes spécifiques visant les colonisés ou les postcolonisés. Nous citerons sur ce point Sigmund Freud : se consacrer aux nombreuses névroses qui naissent de refoulements sexuels ne signifie pas qu'on nie l'existence d'autres troubles et d'autres causalités.

De même, souligner les origines coloniales de certaines formes de racisme ne revient pas à nier l'exis-

de Libération à l'Appel des indigènes de la République, objecte aux signataires de cet appel que « la guerre d'indépendance algérienne n'est pas l'équivalent de la Shoah », car « le programme de l'Algérie française, ce n'était pas l'extermination totale d'une population. ». Ce type d'énoncés pose le problème suivant : ils sont absolument incontestables, mais leur énonciation est totalement insensée précisément parce que l'énoncé est incontestable et incontesté. En l'occurrence, nulle part dans l'appel des indigènes de la République - et pas davantage dans les discours périphériques tenus par lesdits « indigènes » - ne figure une mise en équivalence entre la colonisation et la Shoah. Quel sens cela a-t-il dès lors de le leur reprocher, sinon celui de les disqualifier par n'importe quel moyen, de manière à ne pas avoir à répondre à leurs véritables analyses et leurs véritables demandes ? Quel sens cela a-t-il de souligner cette différence incontestable et incontestée entre la colonisation et la Shoah, sinon celui de relativiser à tout prix la gravité de la colonisation ? Quant à Philippe Val, il va plus loin encore, et pratique la diabolisation sur un mode presque infantile, en faisant de ses adversaires de véritables « méchants » : « Les Indigènes de la République voudraient mettre sur le même plan la colonisation, l'esclavage et la Shoah, afin, non pas tant de valoriser les drames qu'ont vécus leurs aïeux, mais de relativiser la Shoah. ». Il suffit là encore de lire les productions des Indigènes de la République pour mesurer le caractère insensé et odieux d'une telle affirmation. Nous sommes même dans la diffamation au sens juridique du terme, dans la mesure où le propos est non seulement infamant et mensonger, mais aussi animé par une évidente « mauvaise foi » et une non moins évidente « intention de nuire ».

tence d'autres formes de racisme et de discrimination, qui s'enracinent dans d'autres épisodes historiques et d'autres processus sociaux. Nous ne voyons pas plus « la colonisation partout » que Freud ne voyait « le sexe partout » - même si nous la voyons à l'oeuvre là où beaucoup ne veulent pas la voir, comme Freud voyait la pulsion sexuelle là où beaucoup ne voulaient pas la voir.

Parler de racisme post-colonial, ce n'est pas non plus prétendre que les descendants de colonisés vivent une situation identique en tous points à celle de leurs ancêtres. Le préfixe « post » est à cet égard suffisamment clair : il marque à la fois un changement d'ère et une filiation, un héritage, un « air de famille ». Là encore, la précision est parfois utile, mais elle est le plus souvent hors de propos, notamment lorsqu'elle sert à « faire la leçon » à des mouvements militants qui sont parfaitement conscients des différences entre les situations coloniale et postcoloniale - et qui le disent de manière claire et répétée. Tel fut le cas à propos du Mouvement des Indigènes de la République : malgré leurs nombreuses mises aux points²⁰, nombre de savants ou de responsables politiques leur reprochent, de manière quasi-rituelle, de se nommer « indigènes » ou de qualifier de « coloniaux » certains discours ou certains dispositifs légaux, administratifs ou policiers. Le code de l'indigénat est aboli, leur explique-t-on docement.

Le problème que posent ces appels au sérieux et à la rigueur historique, outre qu'ils prennent leurs destinataires pour des imbéciles, c'est qu'ils méconnaissent la spécificité du discours politique, ou plutôt de certaines formes du discours politique (la pétition, le tract, la banderole, le slogan), qui impliquent, de tout temps et quel que soit le front de lutte (ouvrier, féministe, homosexuel...), un certain usage du raccourci et de l'hyperbole. C'est aussi qu'ils méconnaissent le pouvoir heuristique que peut avoir « la colère des opprimés »²¹.

20 Cf. notamment A. Héricord, S. Khiari, L. Lévy, « Indigènes de la République : réponses à quelques objections », à lire sur LMSI.

21 C. Guillaumin, « Les effets théoriques de la colère des opprimés », *Sexe, race et pratique du pouvoir*, Editions des Femmes, 1992.

Ces rappels à l'ordre laissent enfin un sentiment de « deux poids deux mesures », car on n'entend pas aussi souvent, de la part de chercheur-e-s ou de politiques, les mêmes leçons ou conseils amicaux adressés aux militantes féministes quand elles continuent - non sans raisons - de qualifier notre société de société patriarcale. Il en va pourtant de même pour les lois discriminatoires donnant un statut de mineure à la femme que pour le code de l'indigénat : elles ne sont plus en vigueur.

L'égalité hommes-femmes est désormais actée dans les textes de loi, tout comme le principe de non-discrimination en fonction de « la race, l'ethnie ou la religion » - avec la même efficacité toute relative dans les deux cas... On ne retrouve pas non plus un tel souci de mesure et d'hyper-correction lorsque des sans-papiers sur-exploités se comparent à des esclaves, quand des philosophes, des sociologues ou des militants de gauche parlent d'Apartheid scolaire ou social, ou quand des salariés, bénéficiant pourtant encore de quelques acquis sociaux et d'un accès relatif aux biens de consommation, continuent de s'identifier, en chanson, aux « damnés de la terre » ou aux « forçats de la faim » ...

Plus profondément, les réactions hostiles, méfiantes ou condescendantes suscitées par l'Appel des indigènes de la République posent la question cruciale du pouvoir de nomination et de sa légitimité. Ce pouvoir de nomination a des effets performatifs sur la réalité, sur ce qui en est dit et sur ce qui est renvoyé dans le « non-dit » et même dans l'indicible. Il construit le réel social d'une façon déterminée, imposant ainsi des grilles de lectures, des attributions causales et les conséquences concrètes qui en découlent en termes de politique publique. Il n'est donc pas indifférent de savoir qui s'autorise à nommer qui. Il n'est pas indifférent de voir émerger de nouveaux termes, qu'ils soient d'auto-désignation ou d'hétéro-désignation.

C'est sous cet angle, plutôt que sur le mode professoral du rappel des différences entre indigènes coloniaux et postcoloniaux, qu'historiens et sociologues devraient appréhender le récent mouvement des Indigènes de la République. Comme le rappe-

lait Abdelmalek Sayad : « C'est une chose connue : la dérision est l'arme des faibles ; elle est une arme passive, une arme de protection et de prévention. Technique bien connue de tous les dominés et relativement courante dans toutes les situations de domination : « Nous, les Nègres... » ; « Nous les Khourouto ... » (pour dire « Nous les Arabes... ») ; « Nous les nanas... » ; « Nous les gens du peuple... » ; « Nous les culs-terreux », etc. (...). La sociologie noire américaine, la sociologie coloniale enseignent qu'en règle générale une des formes de révolte et sans doute la première révolte contre la stigmatisation (...) consiste à revendiquer le stigmate, qui est ainsi constitué en emblème »²².

22 A. Sayad, « Le mode de génération des générations immigrées », *Migrants-Formation*, n° 98, septembre 1994

